



**Etude sur la nature  
des mouvements écologistes  
et leurs véritables objectifs**



Editions Alcuin

**Etude sur la nature  
des mouvements écologistes  
et leurs véritables objectifs**

Etude réalisée par Emmanuel Grenier

© Editions Alcuin, août 1999  
53 rue d'Hauteville - 75010 Paris  
Tél. 01.42.46.72.67 - Fax 01.42.46.72.66  
SARL au capital de 135.000 Frs - RC Paris B339739328

## TABLE DES MATIÈRES

**Introduction..... p.5**

### I. Origines et fondements idéologiques des mouvements écologistes

**1. Les racines malthusiennes  
des mouvements écologistes ..... p.7**

Etats souverains ou empires  
Les précurseurs de l'écologisme : Russell et de Rougemont  
Campagnolo et la SEC  
Sir Julian Huxley et le lancement du WWF  
L'Institut Aspen et la société postindustrielle  
Naissance du Club de Rome  
Le choc culturel et la crise pétrolière  
L'influence des naturalistes  
Vers le mouvement antinucléaire

**2. Propagation du mouvement ..... p.26**

Les Amis de la Terre entrent en scène  
Etats-Unis : la marche vers le pouvoir  
Jimmy Carter : de l'Unfinished Agenda à Global 2000  
L'internationale verte  
De la bombe au projet de loi, un partage du travail  
Vers une religion écologiste  
James Lovelock et le culte de Gaïa  
Les églises, courroies de transmission  
Une réponse œcuménique à la CNUED

**3. L'environnement global, un substitut à la Guerre froide  
pour parvenir à un gouvernement mondial ..... p.39**

Des « modifications institutionnelles » pour sauver l'atmosphère  
Vers une dictature écologiste mondiale  
Le protocole de Montréal : un précédent

**4. L'écologisme en France ..... p.47**

Le naturalisme conservateur : Bertrand de Jouvenel et Robert Hainard,  
les précurseurs cachés  
Le naturalisme subversif de Serge Moscovici et Brice Lalonde  
Naissance et développement des Verts

30 - 31  
32  
33 - 41 -  
34 - 4  
35 - 7  
650/47

## II. Profil et mode d'opérer des principaux acteurs écologistes

1. Le WWF ..... p.56
2. Greenpeace ..... p.65
3. L'écoterrorisme ..... p.73
4. Maurice Strong ..... p.77
5. Teddy Goldsmith ..... p.79
6. Albert Gore ..... p.82
7. La CRII-RAD ..... p.85
8. WISE ..... p.90
9. France-Nature-Environnement ..... p.95
10. Réseau «Sortir du nucléaire» ..... p.96

## III. L'attitude des industriels face aux écologistes

- Quelle attitude adopter ? ..... p.100

## IV. Annexes

1. La galaxie du prince Philip ..... p.109
2. EarthFirst! vue de l'intérieur ..... p.114
3. L'interdiction du DDT  
a tué des millions d'hommes ..... p.118
4. Il n'y a *pas* d'influence discernable  
de l'homme sur le climat ..... p.127

# Introduction

L'environnement est aujourd'hui une « valeur » incontournable. Plus personne ne remet en cause la nécessité d'un réseau d'égouts (ou d'eaux usées, comme on le dit maintenant), l'importance d'une gestion correcte des déchets, qu'ils soient ménagers ou industriels. Le management environnemental est devenu une obligation et même une opportunité dans toutes les entreprises industrielles d'une certaine taille. En ce sens, les efforts accomplis par le monde industriel pour réduire leurs émissions de produits polluants et leur impact sur l'environnement sont la continuation légitime d'un processus commencé il y a au moins deux siècles.

Notre propos n'est bien évidemment pas de remettre en cause ce processus, qui s'est accéléré au cours des deux dernières décennies. Il est de montrer dans quelle mesure il a été perverti par une idéologie malthusienne et rétrograde n'ayant rien à voir avec l'environnement en tant que tel.

Le but de cette étude est ainsi d'expliquer certains paradoxes : pourquoi les écologistes vont parfois à l'encontre des buts qu'ils se sont eux-mêmes fixés ? Ainsi, le Danemark, cité en exemple par tous les écologistes, est un des pays les plus polluants du monde, en tout cas le plus polluant d'Europe, en matière de production d'électricité. Ainsi encore, Claude Fréjacques, ancien vice-président de l'Académie des sciences et président de son comité environnement, a-t-il pu écrire que l'interdiction du DDT a provoqué des millions de morts. Et il existe bien d'autres exemples.

Ces paradoxes ne peuvent s'expliquer qu'en revenant à l'histoire du mouvement écologiste et en comprenant les motivations de ceux qui l'ont lancé. Pour quelqu'un qui n'a pas vécu les années 50 et 60, il est très difficile de s'imaginer le profond changement de valeurs qui s'est opéré dans les années 70 et 80. Optimisme culturel, foi dans le progrès scientifique et technologique, ces valeurs de la période de reconstruction trouvent leur couronnement en 1969 avec l'arrivée du premier homme sur la Lune.

A l'inverse, les pères fondateurs de l'écologisme ont remis en question non seulement la civilisation industrielle mais, pour certains, la présence même de l'homme sur la planète, assimilée à un « cancer ».

Dans cette étude, nous allons montrer comment s'est opéré ce changement de valeurs, comment les écologistes sont nés, comment ils ont été promus et manipulés, pour des buts qui étaient très loin de la protection de la nature. Il n'entre pas dans notre propos de réfuter scientifiquement, point par point, toutes les affirmations des écologistes. Nous ne le ferons qu'occasionnellement (voir annexes 3 et 4). Notre but est de donner aux industriels des outils d'analyse et de compréhension de ce mouvement. Après l'historique, le lecteur trouvera des profils des principales organisations écologistes. Les conclusions et recommandations découlent directement de cet historique.

# **I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES**

# 1. Les racines malthusiennes des mouvements écologistes

Pour retracer l'histoire du mouvement écologiste international, il faut tout d'abord en finir avec une série de lieux communs : le mouvement serait une réaction spontanée aux excès du développement industriel des dernières décennies ; il serait né d'une prise de conscience croissante des dangers intrinsèques aux centrales nucléaires, aux grands complexes chimiques ou aux industries lourdes en général ; il serait issu d'une réponse émotive de l'opinion publique, naturelle et spontanée, consécutive à des incidents tels que celui de Tchernobyl en 1986, de Seveso en 1976 ou de Three Mile Island en 1979.

Comme nous allons le démontrer dans les pages qui suivent, il faut rechercher les racines idéologiques de ce mouvement bien avant son émergence récente et même avant la naissance de leurs dirigeants actuels.

Même si l'arrêt du nucléaire a été et reste l'un des principaux objectifs de leur mobilisation, la cible des écologistes n'est jamais une technologie particulière ou une forme particulière de développement technologique. Qu'il s'agisse des jeunes étudiants qui s'agitent dans la rue contre le nucléaire ou des contrôleurs internationaux du mouvement, c'est le *progrès technologique* en tant que tel qui est remis en cause, sur la base d'une conception du monde radicalement opposée à ce que l'on appelle en générale la civilisation judéo-chrétienne occidentale.

En fait, derrière la masse ignorante et manipulée qui scande les slogans écologistes, on retrouve des intellectuels de diverses provenances qui mènent ou ont mené depuis longtemps une guerre totale contre la tradition de progrès scientifique et technologique.

Deux conceptions de l'individu s'affrontent : la conception humaniste d'un homme créé à l'image de Dieu, défini par son travail créateur et sa capacité de transformer pour le mieux son univers, et celle d'un homme «dragon malfaisant», «parasite de la Terre», «cancer de la planète» que propagent Aurelio Peccei et ses amis du Club de Rome. Ces derniers s'insurgent contre le célèbre verset de la Genèse (1-28) dans lequel Dieu s'adresse à l'homme de la manière suivante : «Fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre.»

L'un des grands inspirateurs de la seconde tendance, Denis de Rougemont, que nous retrouverons dans les pages suivantes, s'exprime ainsi (*Le futur est entre nos mains*) :

«Le virus européen : l'Europe colonisatrice a diffusé dans le monde entier la formule de l'Etat-nation, la croyance dans les 2 500 calories par jour pour tous et le désir morbide d'avoir des centrales nucléaires. (...) Il est bien connu que la technologie est une idée sacrée pour l'Amérique moderne depuis Benjamin Franklin, et pour

la foule immense des partisans remuants qui pensent être l'avant-garde en Afrique, en Asie, en URSS. (...) Nous assisterons à une immense catastrophe qui amènera la chute de l'Amérique. (...) Prohibant les catalyseurs et les explorateurs des forces obscures, la Raison provoque le surgissement de monstres autour de nous. (...) Nous devons faire émerger et contrôler l'irruption des forces obscures chez l'homme, sous forme de sectes et de cultes, afin d'éviter leur éruption incontrôlée. (...) Les temps sont mûrs pour une ère de la Gnose moderne, de la réaction religieuse contre la démocratie, avec sa médiocrité uniforme et son manque de sens tragique.»

Cet écrivain suisse personnaliste (1906-1985), cofondateur d'*Esprit*, fédéraliste européen convaincu, est généralement présenté comme un progressiste, ce qui est quelque peu usurpé au vu de ses idées. Nous verrons que c'est loin d'être un cas isolé : Julian Huxley, Jacques-Antoine Cousteau ou Ted Turner sont passés comme de grands artisans du progrès alors qu'ils étaient profondément réactionnaires, au sens où leur vision de l'homme appartenait bien à cette seconde tendance que nous avons définie ci-dessus.

Selon cette conception, l'homme n'est qu'une espèce parmi d'autres, pire encore, c'est la plus dangereuse et la plus délétère. Le fondateur du Club de Rome, Aurelio Peccei, nous en donne cette description dans son autobiographie de 1974, *La nature humaine* :

«L'homme ne sait pas comment être un être vraiment moderne. Les autres espèces ne connaissent pas ce genre de faillite. Les tigres savent se comporter en tigres. Les araignées vivent comme des araignées. (...) En utilisant leur sagesse naturelle, ces espèces redéfinissent et améliorent continuellement leur capacité à survivre, s'adaptant aux modifications du milieu dans lequel elles vivent. (...) Aujourd'hui, elles sont en danger parce que leur ennemi le plus mortel, l'ennemi et le tyran de presque toutes les formes de vie — l'homme — agit contre leurs intérêts de façon toujours plus efficace. L'homme a inventé l'histoire du dragon malfaisant, mais s'il y a jamais eu un méchant dragon sur la terre, c'est bien l'homme lui-même.»

L'exaltation darwinienne de la nature en soi et pour soi, en contradiction avec l'artifice de l'intervention humaine, est une constante de l'une des nombreuses expressions du gnosticisme qu'est le panthéisme. Certains experts théologiques parlent du «panthéisme subtil qui est la véritable forme religieuse du mouvement écologiste». Et le prince Philip d'Angleterre, longtemps président du WWF International, réclame que soient éradiquées les religions monothéistes afin de les remplacer par des formes plus anciennes, prémonothéistes, qui déifient la nature. C'est pour lui la seule façon d'ancrer le respect de celle-ci dans les consciences (voir *Vers une religion écologiste*, p.34).

Mais Peccei va plus loin encore, jusqu'à affirmer que «le droit de donner la vie n'est pas un droit naturel absolu», révélant ainsi son véritable cheval de bataille : la réduction de la population mondiale. La référence constante du mouvement écologiste est en effet l'idéologie de Thomas Malthus, pasteur anglais de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle qui prédit, sur la base d'une fraude scientifique grossière (croissance géométrique de la population contre croissance linéaire des ressources alimentaires), l'avènement de phénomènes de surpopulation. Il en déduisit une limite à ne pas dépasser pour la population de la planète : 500 millions de personnes...

Si l'idéologie de Malthus était scientifiquement fautive, elle correspondait parfaitement aux intérêts de ceux qui l'employaient : les patrons britanniques de la Compagnie des Indes orientales, la plus grosse entreprise de pillage de l'Empire colonial britannique. Il y a souvent une profonde cohérence entre l'idéologie malthusienne et les intérêts liés à la rente foncière : la première développe la vision d'un monde statique, sans progrès (comme pour les phases



cycliques de la cosmologie gnostique) dans lequel la production et la technologie sont assujetties aux intérêts du capital spéculatif et de la rente parasitaire. Dans ce monde, les grandes fortunes patrimoniales exercent un monopole sur le commerce. Le développement scientifique et technologique, touchant des couches toujours plus larges de la population, représente pour cet ordre oligarchique un ennemi mortel. Une innovation scientifique et technologique entraîne en effet une élévation du niveau de culture et de connaissance, élévation qui menace l'ordre oligarchique puisque celui-ci repose sur l'ignorance des «masses» ou sur leur abrutissement par divers moyens.

Comme nous allons le voir, l'appel à une réduction massive de la population mondiale, en particulier de celle des pays sous-développés, sera une constante chez toutes les élites occidentales qui ont financé et contribué à la naissance du mouvement écologiste. Certains se réfèrent directement à Malthus, comme par exemple Dennis Meadows, le professeur du MIT qui écrit le fameux rapport du Club de Rome, *Limits to Growth*. En 1973, recevant pour ce livre le prix des librairies allemandes, il proposa la réduction de la population mondiale à 1 milliard de personnes. D'autres, comme le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi qui fut le premier président du WWF, parlent «objectivement» des «dangers de la croissance démographique». L'auteur de la première grande loi américaine sur la protection de l'environnement de 1969 (le National Environment Policy Act), Lyndon Caldwell, parlait lui de réduire la population des Etats-Unis de moitié :

«Notre pays pourrait aller de l'avant avec beaucoup moins de gens. Nous devrions encourager des taux de croissance démographique inférieurs à zéro. (...) Je suis d'accord avec Paul Ehrlich [Ehrlich, devenu fameux après la parution de son livre *The Population Bomb* est le codirigeant, avec lord Ritchie-Calder, de la Conservation Society] quand il dit que nous pourrions aller de l'avant, de manière plus efficace, avec la moitié des habitants de ce pays. Je tends à être d'accord avec Ehrlich que 100 millions d'habitants seraient bien mieux que 200 millions.»

La question qui vient immédiatement à l'esprit est : comment opérer des réductions aussi énormes de la population ? Le philosophe et mathématicien lord Bertrand Russell s'exprime ainsi (*Impact of Science on Society*, 1951) :

«Le danger d'une famine mondiale peut être évité pendant un certain temps grâce aux perfectionnements de la technologie agricole. Toutefois, si la population continue à augmenter au rythme actuel, ces perfectionnements ne pourront, à long terme, être suffisants. Deux groupes vont ainsi se créer, l'un pauvre, avec une population croissante et l'autre riche, avec une population stationnaire. Une telle situation ne peut mener qu'à une guerre mondiale. (...) La guerre peut devenir suffisamment destructive pour que, pendant un certain temps, le danger de la surpopulation ne se présente pas. (...) Actuellement, la population mondiale s'accroît de 58 000 unités par jour. Jusqu'à maintenant, les guerres n'ont pas produit d'effet considérable sur cette augmentation, qui s'est poursuivie malgré les deux dernières guerres mondiales. (...) De ce point de vue, les guerres se sont révélées décevantes jusqu'à maintenant. (...) Mais peut-être que la guerre bactériologique se montrera plus efficace. Si une peste noire pouvait déferler sur le monde une fois par génération, alors les survivants pourraient procréer librement sans rendre le monde trop plein. La chose pourrait être déplaisante, mais... et après ?»

Deux ans après, cette prise de position était déjà défendue par un grand centre de «recherches sociales», l'Institut anthropologique de Hambourg, qui écrivait dans une étude parue en 1953 :

«La situation la plus favorable au genre humain semble être représentée par un taux d'infection de grandeur moyenne, avec des épidémies salutaires ou même des pandémies. Cela maintiendrait le nombre de personnes à un niveau acceptable, engendrant ainsi une puissante vitalité pour chacun. (...) La fin naturelle de la vie correspond à la fin de sa capacité productive. Tenter de la maintenir à tout prix, c'est faire porter à la communauté un poids qui paraît dénué de sens.»

Au cours des années, cette vision des choses d'abord propagée dans des cercles limités d'intellectuels, a été reprise par de nombreux responsables internationaux qui ont pu ensuite l'affirmer publiquement sans créer de révolte. Ainsi, Robert McNamara, ancien ministre de la Défense et ancien président de la Banque mondiale, synthétisait son point de vue de la façon suivante, en 1980 :

«Le problème principal, c'est celui de la croissance de la population. (...) Il n'y a que deux manières d'éviter un monde de 10 milliards d'individus. Ou l'on fait baisser rapidement les chiffres actuels de la natalité, ou l'on fait augmenter les chiffres de la mortalité.»

Pour cette dernière option, McNamara avait acquis une certaine expérience au Vietnam, où il avait inventé la pratique du «body count» : on mesurait le succès des opérations au nombre de cadavres chez l'ennemi.

---

## Etats souverains ou empires

---

Les deux conceptions antithétiques de l'homme que nous avons évoquées ci-dessus mènent évidemment à deux modèles opposés d'organisation sociale. D'un côté, le concept d'Etat-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu. De l'autre, la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques. C'est notamment la conception du comte Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne, qui fut ensuite présidée par «Son altesse impériale et royale» l'archiduc Otto de Habsbourg, longtemps prétendant au trône impérial austro-hongrois. Aux côtés de ces nostalgiques d'empires passés, qui peuvent paraître anecdotiques, nombreux sont ceux qui pensent aux institutions européennes comme la forme moderne de l'empire. Le Français Yves-Thibaut de Silguy, commissaire européen aux Finances déclarait ainsi, au moment de l'introduction de l'euro, que c'était «la première fois depuis l'empire romain» qu'allait circuler une monnaie unique dans toute l'Europe.

Bien souvent, les nostalgiques de l'empire propagent des idées tellement réactionnaires qu'elles ne peuvent être lancées telles quelles dans le grand public. Ainsi, après les horreurs nazies, les idées ouvertement racistes de Coudenhove-Kalergi, même si elles épousaient complètement celles de De Rougemont et d'autres précurseurs écologistes, devaient être remodelées pour répondre aux aspirations démocratiques de l'après-guerre. C'est ainsi que fut dépolu la vieille idée de «gouvernement mondial». Dans une époque confrontée au choc d'Hiroshima, ce gouvernement mondial devait assurer la paix contre les individualismes et les «égoïsmes» des gouvernements nationaux, responsables de la dernière guerre par leur «nationalisme». Il devait présider à l'ordre international, géré financièrement par les institutions supranationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux, etc.) et les sociétés multinationales, dominant les «régions» et

les « communautés locales » qui, avec leur propres dialectes, devaient remplacer les vieux Etats-nations et leurs langues nationales. Selon Aurelio Peccei, il convenait maintenant de faire le premier pas vers leur objectif de créer, un jour, un Forum mondial :

« [Il faut] (...) favoriser la création d'un Forum mondial des hommes d'Etat — équivalent politique du Club de Rome. (...) Il faut créer un statut et un siège extranational pour les entreprises qui opèrent au niveau international — par exemple sous l'égide des Nations unies. Au lieu d'être des entités nationales déguisées, ces sociétés deviendraient vraiment anationales ou, si l'on veut, internationales. »

Pour en arriver là, il fallait d'abord balayer les bastions institutionnels de l'Etat-nation. Dans son autobiographie, Peccei désigne son maître en la matière, Arnold J. Toynbee (*The Reluctant Death of Sovereignty*), l'un des grands ténors des services secrets britanniques de l'entre-deux-guerres, directeur de la recherche au Royal Institute for International Affairs (RIIA) de Londres. A propos de cet « Etat national » qu'il rêve de détruire, Peccei écrivait :

« On dirait que l'on voit une renaissance de son culte, qu'Arnold Toynbee dénonçait comme la « principale religion de l'humanité », une religion dont le Dieu est un moloch pour lequel les parents sont prêts à offrir leurs fils en sacrifice humain, que ce soient leur propre fils ou celui du voisin. On ne doit donc pas s'étonner de voir que les structures de l'édifice international menacent de s'écrouler puisqu'elles sont constituées des briques vieilles et gauches de l'Etat souverain. (...) On comprend aussi, de plus en plus, que Toynbee avait raison quand il ajoutait que « l'intensité avec laquelle l'Etat national devenu idole est adoré n'est pas, à l'évidence, une preuve que la souveraineté constitue une base satisfaisante de l'organisation politique de l'humanité à l'ère atomique. C'est justement le contraire qui est vrai. (...) A notre époque, la souveraineté nationale signifie le suicide de masse. » (...) Le fait qu'un grand nombre de gens défende la souveraineté nationale ne veut pas dire grand chose, à mon avis. L'économie de la croissance jouissait d'un soutien similaire, avant que son mythe erroné ne fût démasqué. (...) Les principes de souveraineté sont surtout utiles aux classes dirigeantes, qui en sont les plus ardents défenseurs. »

A ce point, il est important de rappeler qu'Aurelio Peccei n'était pas un penseur marginal. Ami personnel du grand patron de Fiat Gianni Agnelli, directeur de la section économique de l'Otan, il était reçu à la Maison Blanche et tutoyait George Bush lorsque celui-ci était vice-président. Même si le Club de Rome a perdu un peu de son influence, il reste un facteur d'orientation stratégique. En 1993, il fêtait son 25ème anniversaire à Hanovre. Gerhard Schröder, à l'époque gouverneur de la Basse-Saxe, recevait les nombreuses personnalités internationales présentes (la reine Sophie d'Espagne, Mikhaïl Gorbatchev, le président de Hongrie Arpad Goencz, Felipe Gonzalez, etc.) et ouvrait la conférence en rappelant que « les membres du Club de Rome avaient ouvert une brèche dans la vieille idée de progrès » et « remis au premier plan le respect de la nature et des gens ». Il a promis que la prochaine exposition universelle de Hanovre, Expo 2000, serait « vouée aux valeurs que défend le Club de Rome ».

Si Peccei tentait de maintenir un paravent démocratique, son collègue du mouvement fédéraliste mondial, Denis de Rougemont, est en général plus explicite. Reprenant les thèses de Coudenhove-Kalergi, il écrivait déjà en 1942 :

« L'Etat monarchique [français], le futur Etat-nation, se définit lui-même explicitement par rapport au Saint-Empire romain et contre lui, s'opposant à tout ce qui vient de lui et revendiquant son autosuffisance. L'empire est sphérique et global, son chef tenant un globe dans sa main gauche pour le symboliser. »

Le modèle de De Rougemont est en fait l'empire de la Bourgogne de la fin du Xème siècle, le même empire qui fascinait aussi bien Coudenhove-Kalergi que Habsbourg. Plus tard, dans les années 60, de Rougemont reformule sa vision impériale pour en faire une entité fédérale européenne comprenant l'Europe de l'Est et ayant comme capitale Genève. C'est l'Europe des régions, slogan des fédéralistes européens et des Verts d'aujourd'hui.

---

## Les précurseurs de l'écologisme : Russell et de Rougemont

---

Nous avons déjà rencontré certains des hommes qui peuvent être considérés comme les précurseurs ou les fondateurs du mouvement écologiste, comme le Britannique Bertrand Russell ou le Suisse Denis de Rougemont. Dans le groupe de ceux qui ont contribué de façon significative à la gestation de ce mouvement, on compte encore Julian Huxley et son frère Aldous Huxley, le vénitien Umberto Campagnolo, l'Américain Robert Hutchins et le Français Bertrand de Jouvenel. Une poignée d'individus, venant d'horizons parfois complètement différents mais partageant une même idée de gouvernement mondial et une aversion profonde pour le progrès technologique et la science.

Bertrand Russell, descendant de l'une des familles les plus importantes de la noblesse anglaise, avait fondé avant la guerre, en 1937, avec son compagnon Aldous Huxley, la Peace Pledge Union (Union des assermentés à la paix). Lord Russell, porte-parole du mouvement pacifiste mondial après la guerre, ne fut pas toujours pacifiste. Entre 1945 et 1946, après Hiroshima et Nagasaki, il proposa le bombardement préventif de l'Union soviétique, à l'époque dépourvue de l'arme atomique, dans le cas où Staline refuserait le fameux plan Baruch visant à mettre les armes atomiques sous le contrôle d'une agence internationale telle que l'Onu, celle-ci devenant le prototype du «gouvernement mondial» tant espéré. Dans une lettre de septembre 1945 à Gamel Brenan, Russell écrivait :

«Il y a une chose, et une chose seulement, qui pourrait sauver le monde, à savoir une chose que je ne rêverai même pas de proposer : que l'Amérique fasse la guerre à la Russie dans les deux prochaines années, établissant un empire mondial par l'usage de la bombe atomique. Cela ne sera pas fait.»

Et Russell le regrettait vraiment, comme le prouve le discours qu'il prononce quelques mois plus tard sur les «Conséquences internationales de la guerre atomique» devant la Royal Empire Society, après l'annonce du plan Baruch et de son refus par les Russes :

«Je pense que si l'on pouvait rassembler une alliance puissante qui s'adresse à la Russie et lui dise : "C'est à vous de vous unir à cette alliance si vous êtes d'accord avec ces propositions ; si vous ne vous unissez pas à nous, nous vous ferons la guerre." Je tends à penser que la Russie accepterait ; sinon, à condition qu'elle soit faite en vitesse, le monde pourrait survivre à la guerre qui en résulterait, et il émergerait de tout ceci un gouvernement mondial, ce qui est absolument nécessaire.»

Comme nous allons le voir, Russell n'était pas un antisoviétique viscéral et hystérique ; ce qui le fanatisait à ce point était l'obsession du gouvernement mondial qui l'habitait. Après l'explosion en 1949 de la première bombe sovié-

tique, le scénario de Russell changea : de la menace d'extermination, il passa à la tentative d'intégration. En 1953, durant l'une de ses émissions à la BBC, il définit la bombe H comme la «boîte de Pandore de l'humanité». A partir de ce moment, il commença à travailler sur un projet qui amènera, quatre ans plus tard, à la création de la conférence de Pugwash, du nom de la ville canadienne qui a accueilli la première rencontre internationale des scientifiques pour la paix. Cette conférence de Pugwash sera d'abord un point de rencontre entre scientifiques de l'Otan et du Pacte de Varsovie et, avec le temps, deviendra de plus en plus un instrument de pénétration de la propagande et de l'espionnage soviétique. La connexion directe entre la conférence de Pugwash et le mouvement écologiste a été avouée quelques années plus tard, en 1969, par Edward Max Nicholson, dirigeant de l'International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), une des organisations mères du mouvement écologiste :

«Les membres de Pugwash évaluent correctement le danger de la contamination nucléaire. (...) Leurs buts et leurs idées sont plus larges que ceux des écologistes mais ils poursuivent des intérêts communs fondamentaux. (...) Peu à peu, les efforts des deux organisations se fondront ensemble !»

En 1960, Russell créa le Comité des 100, un regroupement de «personnalités» qui précédera la création du fameux «Ban the Bomb Movement». C'était un mouvement pacifiste de masse qui voulait prohiber l'armement nucléaire et qui allait préfigurer tous les mouvements pacifistes, écologistes et protestataires des années à venir.

Denis de Rougemont est un autre libéral-conservateur qui a joué un grand rôle dans la formation des élites. Pendant la guerre, en 1941, il s'est rendu aux Etats-Unis. Enseignant à la New School of Social Research de New York, il fut rapidement mis en contact avec l'aile libérale et anglophile du renseignement américain, celle que l'on surnommera plus tard «la CIA des banquiers». Il travailla en fait pour l'Office of War Information, maintenant des contacts très serrés avec la famille Mellon et celle des Dulles, à qui appartenaient les frères John Foster, futur secrétaire d'Etat d'Eisenhower et Allen, qui allait être le premier directeur de la CIA. Du séjour de De Rougemont aux Etats-Unis va naître l'idée du Congress for a Cultural Freedom, organisation de façade de la CIA qu'il présidera pendant une dizaine d'années. En 1947, de Rougemont figure parmi les membres fondateurs de l'Union des fédéralistes mondiaux, dont le siège est aujourd'hui à Amsterdam, qui se donne pour but le démantèlement des Etats-nations et la création d'un gouvernement mondial.

Dans la même année, de Rougemont fonde à Genève le Centre européen de culture, présidé par Jacques Freymond, dirigeant de Nestlé et membre du Club de Rome. En 1954, il crée la Fondation culturelle européenne avec un autre représentant du fédéralisme mondial, le père jésuite Joseph Retinger. La présidence est tenue pour une courte période par Robert Schumann, puis, pendant vingt-deux ans, par le prince Bernhard de Hollande. Ce dernier fonde au même moment, avec Retinger, le groupe de Bilderberg, prédécesseur «conservateur» de la Commission trilatérale. Tant Rougemont que le prince de Hollande prendront part à chaque kilomètre qui mène à la création du mouvement écologiste de nos jours : la création du World Wildlife Fund en 1961, la création du projet Europe 2000 en 1967 et celle du groupe Ecoropa en 1976.

---

## Campagnolo et la SEC

---

Une autre institution peu connue du grand public est la Société européenne de culture (SEC) basée à Venise. Fondateur et secrétaire général charismatique de la SEC de 1950 à sa mort en 1975, le professeur Umberto Campagnolo était en même temps le secrétaire général du Mouvement fédéraliste mondial.

L'idée de la SEC est venue à Campagnolo pendant un colloque auquel il participait à Genève en 1946, avec des figures telles que Karl Jaspers et George Lukacs. On y cherchait les moyens d'éviter les guerres du passé, provoquées par les égoïsmes nationaux. Il s'agissait de mener une guerre culturelle contre la tradition humaniste de progrès, avec les armes de la «politique culturelle», la «solidarité universelle» et une «législation universelle». Campagnolo avait vite compris la faiblesse intrinsèque de l'Onu, beaucoup trop conditionnée par les gouvernements nationaux, de son point de vue de fédéraliste mondial. Il avait donc choisi la forme d'un forum mondial de philosophes, d'artistes et de scientifiques pour démanteler à la longue, l'ordre international des nations souveraines.

De 1950 à aujourd'hui, la SEC a compté plus de 2 500 collaborateurs, tous très connus et influents, et elle s'est implantée dans plus de cinquante pays, y compris la plupart des pays de l'Est. Parmi ses dirigeants, on retrouve : Cesare Merzagora, ancien président des Assicurazioni Generali, Arnold Toynbee, René Dumont (candidat écologiste à la présidentielle de 1974), Adriano Buzzato, etc. Dès sa fondation, la SEC publie une volumineuse monographie annuelle, *Comprendre*, dirigée par Campagnolo, puis par Norberto Bobbio, l'un de pères de la nouvelle gauche italienne. Le fils de ce dernier, Luigi Bobbio, fut le fondateur du groupuscule gauchiste violent Lotta Continua. En 1965, avant l'explosion de la contestation étudiante, il écrivait dans *Comprendre* que «contre l'Etat qui est l'incarnation du pouvoir, on ne peut utiliser que deux langages : celui de la puissance pure ou celui de l'impuissance pure.»

C'est l'Etat qui est la cible constamment visée par la SEC. L'ancien secrétaire d'Etat américain au Trésor Hans Morgenthau (celui dont le plan visait à transformer l'Allemagne vaincue en nation agricole) écrivait en 1952 dans *Comprendre* un article intitulé «Sur l'Etat universel et les institutions souveraines» :

«L'expérience des deux guerres mondiales en un quart de siècle et la perspective d'une troisième combattue à l'arme atomique donnent à l'idée de l'Etat universel une urgence sans précédent. (...) Ce qui doit être fait, ce n'est pas la limitation de la souveraineté des Etats-nations à travers des règlements et des institutions supranationales, mais le transfert de souveraineté de chaque nation à une autorité mondiale unique qui exercera sur les nations le même pouvoir souverain que ces nations exercent sur leur propre territoire.»

Comme nous le voyons, et bien que le style soit trompeur, les concepts et les mots sont toujours les mêmes. La référence à l'empire britannique est constante et un numéro entier de *Comprendre* y sera consacré. Les autres modèles sont la République de Venise et la Fédération helvétique de la première période. De ce modèle, on passe tout naturellement au malthusianisme et à l'écologisme. Campagnolo écrivait aux débuts de la SEC :

«Des peuples trop nombreux pour les besoins de la vie moderne vivent côte à côte en Europe et sont pressés contre les murs des Etats, contre les structures étatiques, ce qui provoque des accrochages toujours plus durs.»

## Sir Julian Huxley et le lancement du WWF

Sir Julian Huxley, frère du célèbre écrivain, que nous avons déjà rencontré parmi les collaborateurs de la SEC, reçut la tâche, à partir des années 40, de trouver une structure internationale qui englobe la myriade de clubs et de sociétés de protection de la nature déjà existantes sous une tête unique. En 1948, exploitant sa position de directeur général de l'UNESCO, sir Julian lança l'idée d'une organisation mère pour tous les mouvements écologistes : il la réalisa sous le nom d'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN), qui fut fondée en septembre 1948 à Fontainebleau. Les raisons qui le motivaient étaient les suivantes, telles qu'il les exposa dans son discours de Fontainebleau :

«A long terme, le problème démographique est plus important que celui de la guerre et de la paix (...) parce que l'homme a commencé à se répandre sur la planète comme un cancer. (...) Dans tous les pays en voie de développement, le niveau d'intelligence baisse à chaque nouvelle génération. (...) La qualité est l'ennemie de la quantité (...) Le progrès médical et l'assistance sociale ont fait apparaître un affaïssissement du processus de sélection naturelle qui aura des conséquences dégénératives. (...) Il faut une politique démographique positive qui impose un contrôle des naissances chez les gens de qualité inférieure et une procréation bien ajustée chez les gens de qualité supérieure.»

Trois années seulement après la condamnation de l'eugénisme nazi à Nuremberg, les mêmes idées, sous la forme d'une «politique démographique positive» réapparaissaient à la tête de l'Unesco ! Dix années plus tard, l'UIPN changeait de nom, mais non de but, et devenait l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), organisation affiliée à l'Onu et dotée d'une énorme influence à l'échelle internationale. En font partie plus de 400 membres qui représentent une cinquantaine de gouvernements, plus de cent institutions gouvernementales et environ 300 organisations privées. Elle dispose d'un groupe international de plusieurs centaines de scientifiques, qui travaillent au sein de ses commissions. Avec d'autres organismes de l'Onu, la FAO, le PNUE et l'Unesco, elle forme le Groupe de conservation de l'écosystème, un bureau consultatif de l'Onu. De cette façon, tous les secteurs d'intérêt malthusiens sont couverts. Avec la création de l'UICN et des organismes qui lui sont associés, le mouvement écologiste dispose d'un véritable centre de recherche mondial capable d'influencer la politique de gouvernements nationaux, voire de continents entiers.

Cependant, en cette période de reconstruction et de développement industriel, les résistances internationales sont encore très fortes, ce qui allait amener les malthusiens à trouver d'autres formes. Le responsable de l'UICN et directeur du groupe anglais Nature Conservation, Edward Nicholson, déclarait à ce propos : «Nous laissons derrière nous la période de propagande, de sentimentalisme et de généralisations pour en arriver aux véritables problèmes.» Comme l'avait déjà compris Campagnolo, l'Onu était trop conditionnée par des compromis intergouvernementaux ; c'est pourquoi Huxley et Nicholson se virent contraints de renforcer le travail de l'UICN par des initiatives privées agissant comme un brise-glace ouvrant la voie. Après avoir déploré le fait que l'UICN n'ait pas de base sûre au niveau financier, Huxley eut une série de rencontres avec le prince Bernhard de Hollande, souhaitant «des actions qui aillent au-delà des combats d'arrière-garde. (...) Il faut mettre ensemble des experts ayant une expérience financière, juridique, des compétences en organisation et en relations publiques.»

De ces considérations naquit en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) qui devait opérer parallèlement à son organisation sœur, l'UICN. Le président sera l'un des initiateurs, le prince Bernhard de Hollande. Nous avons déjà vu qu'outre le groupe de Bilderberg, celui-ci présidait aussi la Fondation culturelle européenne, à laquelle il avait donné naissance. Bernhard de Hollande a joué un rôle crucial au sein de l'oligarchie européenne pour opérer un changement de phase : l'ennemi n'est plus tant le communisme international ou l'empire soviétique, mais bien « *le progrès technique, industriel et économique, de même que le développement social et politique [qui] menacent la nature dans toutes les régions du monde (...)* La pollution sera un danger plus grand que la possibilité d'un conflit à l'échelle mondiale. » (Discours pour l'inauguration de la branche allemande du WWF, en 1964.)

Voilà donc l'ennemi clairement identifié : le progrès technique industriel économique et social et le développement social et politique. Pour le prince Bernhard, la nature n'est qu'un prétexte et ce qu'il cherche en réalité à défendre, c'est bien la permanence d'une structure sociale oligarchique, l'ordre établi. Cette même vision se retrouve chez des naturalistes comme Robert Hainard ou Teddy Goldsmith.

En 1977, John Hugo Loudon, Knight Commander de l'Ordre impérial britannique, directeur de la Royal Dutch Shell, gérant de la fondation Ford, principal conseiller de la Chase Manhattan Bank, etc., succède à la présidence du WWF, remplaçant ainsi le prince Bernhard devenu trop encombrant après son implication dans le scandale Lockheed. Peu après, c'est une autre tête couronnée, le prince Philip d'Angleterre, qui reprend les destinées du WWF, devenu entre-temps le Worldwide Fund for Nature (voir au sujet du WWF en p.56).

L'un des buts fondamentaux du WWF est de « fournir des informations à la presse mondiale et aux médias de masse », ce qui, vu l'influence de ses dirigeants, signifie un véritable ordre de marche pour une diffusion plus intense des idées écolo-malthusiennes.

---

## L'Institut Aspen et la société postindustrielle

---

Comme nous l'avons vu avec le prince Bernhard, les dirigeants du WWF et d'autres organisations écologistes ou à buts de « transformation sociale » forment entre eux une toile d'araignées dans laquelle on retrouve souvent les mêmes noms, occupant plusieurs rôles ou charges.

L'un des fils les plus importants de cette toile nous mène à l'Institut Aspen, fondé et dirigé pendant une longue période par le pétrolier et financier américain Robert O. Anderson, président de la firme Atlantic Richfield (ARCO). L'Institut possède un centre dans le Colorado et un autre à Berlin pour l'Europe occidentale. La spécialité de l'Institut Aspen consiste à organiser des rencontres et séminaires, généralement semi-secrets, qui rassemblent des représentants de gouvernements, des politiciens, des chefs d'entreprises et des experts sur des thèmes tels que « la solution aux problèmes qui naissent de la croissance économique et technologique incontrôlée ». Parmi les figures clés de l'Institut Aspen, on trouve le Canadien Maurice Strong, qui allait jouer un grand rôle dans toutes les institutions internationales traitant de l'environnement. A l'époque, il était « simplement » président de Petro-Canada. On trouve également Robert McNamara, John McCloy et bien d'autres noms de l'establishment américain. Les principales voies du parcours de l'Aspen furent tracées lors de la réunion fondatrice de 1948, par le président de l'université de Chicago, Robert Hutchins. Ami intime de Bertrand Russell, Hutchins représente l'expression « libérale » du



gnosticisme américain, où il est considéré comme le parrain de Robert Anderson. Dans son discours d'ouverture à la fondation de l'Aspen, Hutchins disait :

«S'il est possible d'appliquer l'énergie atomique à des buts pacifiques, nous pourrions avoir plus de temps libre. L'énergie atomique pose donc à l'humanité ce choix terrible : si nous allons en guerre, nous sautons tous en l'air ; si nous maintenons la paix, nous nous ennuyons à mort (...). Etant donné qu'il n'existe aucune défense possible contre les bombes atomiques, cette adoration tribale qu'est la véritable définition du patriotisme est pire que de la stupidité, c'est du suicide.»

On le voit, la mentalité est la même que l'oligarchie des siècles passés : contre toute innovation technologique. On était à peine à l'aube de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qu'Hutchins la condamne, au motif qu'en fournissant de l'énergie à bon marché, elle réduisait la quantité de travail humain nécessaire et créait plus de temps libre.

C'est dans les années 60 que fut lancée une autre grande campagne malthusienne, avec l'apparition aux Etats-Unis du terme «société postindustrielle», conjointement avec la campagne du président Johnson pour la «grande société». C'était la riposte des cercles malthusiens au programme «Atomes pour la paix» du président Eisenhower et à l'enthousiasme qu'avait suscité le programme de conquête spatiale de l'administration Kennedy.

La stratégie malthusienne s'est développée de façon parallèle aux soubresauts de la crise économique qui a détruit, par ondes successives, l'ordre économique et financier de l'après-guerre. Crise de la livre sterling en 1967, découplage or-dollar de 1971, crise pétrolière de 1973-1974, pour en arriver à la dérégulation financière et à la création d'une gigantesque bulle spéculative qui entrave aujourd'hui les économies physiques occidentales. En outre, cette période vit la disparition tragique des chefs d'Etat qui, sous une forme ou une autre, s'étaient opposés à la subversion malthusienne : assassinat de John Kennedy et élimination politique de Konrad Adenauer en 1963, assassinat d'Enrico Mattei en 1962. Charles de Gaulle, qui avait survécu à cinq attentats, restait le seul chef d'Etat à se battre pour la souveraineté nationale appuyée sur le développement industriel et l'indépendance militaire, à attaquer les plans fédéralistes impériaux contre le progrès.

En 1963, la Nasa signait un contrat d'études avec l'Institut Tavistock de Londres pour évaluer l'impact de la conquête spatiale sur la population américaine. La plus grande partie de l'étude commandée par la Nasa est restée secrète. On peut cependant avoir une idée de son contenu en lisant ce qu'écrit Anatol Rappoport, rédacteur en chef de la revue de l'Institut Tavistock. Dès 1966, il critique la quantité excessive d'ingénieurs et de scientifiques produite par le programme spatial (c'était un but spécifiquement visé par l'administration Kennedy que de reconstituer un vivier de cadres scientifiques autour de l'espace). Il se lamente du fait que ceux-ci ont tendance à se reproduire plus vite que les autres couches de la société et que l'ensemble du programme spatial avait eu un impact profond sur les valeurs de la société américaine. Rappoport semble particulièrement bouleversé par le fait que les étudiants américains, du primaire au doctorat, se passionnent pour les secrets de la propulsion balistique, des carburants, du décollage ou des opérations de récupération des astronautes. Et de fait, tous les enfants de cette époque voulaient devenir astronautes, un vent d'optimisme culturel et technologique balayait le monde entier, représentant une sérieuse menace pour la vision pessimiste que les malthusiens voulaient implanter.

C'est alors qu'en mai 1967, à Deauville, le comité scientifique et technique de l'Otan et le Foreign Policy Research Institute de Pennsylvanie (dirigé d'ailleurs par l'ambassadeur américain auprès de l'Otan, Robert Strauss) organisèrent la

«Conférence sur le déséquilibre et la collaboration technologique transatlantique». Parmi les participants, on trouvait Zbigniew Brzezinski, alors au conseil de planification politique du département d'Etat américain, Aurelio Peccei, chef du comité économique de l'Institut Atlantique de Paris, la succursale civile de l'Otan. De cette réunion et de celles qui lui succéderont sortiront deux livres : *L'Amérique dans l'ère technétronique* de Brzezinski et *Vers l'abîme* de Peccei. Le processus qui allait donner naissance au Club de Rome était lancé.

Certains se sont étonnés de voir l'Otan jouer un rôle aussi important dans la création des institutions qui allaient lancer le mouvement écolo-pacifiste, qui finira par s'attaquer à l'Otan. Mais la reconstruction malthusienne de la société ne pouvait négliger un secteur aussi important que celui de l'alliance militaire occidentale. Sur ce champ de bataille, les malthusiens manœuvraient pour opérer un changement de paradigme. Pour eux, il fallait passer de la doctrine militaire classique, qui considérait l'économie industrielle comme la ressource ultime de la victoire, à une nouvelle doctrine MAD (Mutually Assured Destruction) qui était complètement découplée des réalités économiques et technologiques. Ce changement de doctrine est arrivé en Amérique via les stratèges responsables de la guerre du Vietnam, qui participaient tous de cette dernière forme de pensée, de McNamara aux généraux Draper et Taylor, en passant par le général Alexander Haig. En 1967, l'Otan créa la section des questions scientifiques, qui incluait une sous-section intitulée «Facteurs humains» ; en 1969 fut constitué le Comité sur les défis des sociétés modernes, ainsi que son sous-comité «Energie et environnement», qui se destina immédiatement à l'étude de l'énergie solaire et autres énergies alternatives. Ainsi, l'Otan passait peu à peu d'un appareil principalement militaire à une structure remplie de sociologues, de psychologues et autres anthropologues, structure qui prenait de plus en plus de place dans l'élaboration des directives politiques, économiques et militaires. C'est en substance cette structure bureaucratique supranationale que de Gaulle avait cherché à éviter en faisant sortir la France de l'Otan, tout en restant au sein de l'alliance militaire.

Brzezinski présentait ainsi le nouveau cours historique : «Une fracture dans trois directions entre trois systèmes de vie : le rural arriéré, l'urbain industriel et le technétronique.» Ceci aggravait le différend qui existait déjà entre l'Europe et les Etats-Unis et «menaçait» la cohérence de l'Alliance atlantique. Donc, intervenait Peccei, pour supprimer ce différend entre l'«ère d'IBM» (les Etats-Unis) et l'«ère de General Motors» (l'Europe), le vieux continent devait se réorienter vers la «société de l'informatique» postindustrielle. Il fallait offrir au Pacte de Varsovie une «convergence avec l'Alliance atlantique comme alternative à l'explosion», convergence qui devait se régler avec les instruments de gestion de crise et de la «planification mondiale». Pour ce faire, Brzezinski réclamait une «élite intellectuelle universelle» et une «superculture mondiale» qui, grâce au «réseau de communications électroniques» pourrait stabiliser un «régionalisme avec le respect dû à la signification symbolique de la souveraineté nationale». L'instrument idéal pour y arriver serait un «congrès mondial s'occupant des problèmes technologiques et philosophiques de l'ère nouvelle».

---

## Naissance du Club de Rome

---

L'avant-garde de ce congrès mondial se réunit à Rome, en avril 1968 et donna naissance au Club de Rome. Participaient, outre Peccei, président fondateur, Alexander King, directeur général des affaires scientifiques de l'OCDE ; Hugo Thiemann, conseiller de Nestlé et président de l'Institut Bartelle de Ge-

nève ; Max Kohnstamm, bras droit du fédéraliste Jean Monnet ; Dennis Gabor, Nobel de physique britannique ; le banquier Jean Saint-Geours ; Bertrand de Jouvenel, des Futuribles ; Saburo Okita, économiste et directeur du Fond japonais d'aide extérieure ; Eduard Pestel, ministre de la Science et de la Culture de la Basse-Saxe (Allemagne). C'est la fondation Agnelli (groupe Fiat) qui finança cette première réunion.

Peccei raconte dans son autobiographie de 1974 (*La qualité humaine*) que le plan de cette nouvelle « caste de grand-prêtres », comme ils s'appelaient eux-mêmes, était étudié jusque dans ses moindres détails et se divisait en étapes successives : d'abord un grand choc culturel avec la manipulation sur l'idée de ressources limitées et de désastre imminent, puis la conquête de la citadelle du pouvoir politique et la subversion de la communauté scientifique (sur le modèle opératoire de Bertrand Russell) et enfin la réalisation, à partir de gouvernements nationaux ou d'institutions internationales, des projets de réduction de la population. Peccei écrivait :

« Notre dessein était d'organiser une opération de commando pour ouvrir une brèche dans la citadelle d'autocomplaisance dans laquelle la société s'était follement retranchée. (...) Les combattants de la guerre de Troie mirent dix ans avant de penser à leur fameux cheval qui pourrait leur ouvrir les portes de la ville ; heureusement, au Club de Rome, il nous fallut beaucoup moins de temps pour trouver notre cheval de Troie et conquérir une première position stratégique dans la grande bataille qui vient à peine de commencer. »

En 1967, dans la phase d'élaboration qui allait mener à la création du Club de Rome, Peccei eut une série de rencontres avec celui qui deviendra la numéro deux du club, Alexander King, avec McGeorge Bundy, ancien conseiller à la sécurité nationale de Kennedy, ainsi qu'avec le Dr Howard Perlmutter, directeur de la revue du Tavistock, et avec lord Solly Zuckerman, pour lancer une opération d'ouverture vers la Russie soviétique. De ces rencontres et échanges d'idées avec Djerman Gvischiani, gendre de Kossiguine, naquit le projet de la « convergence » avec le Pacte de Varsovie, qui se concrétisera en 1972 avec la création de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliquée (IIASA) et avec la Fédération mondiale des instituts pour les études avancées dont les sièges sont respectivement situés à Laxemburg, près de Vienne, et à Stockholm.

L'IIASA se concentrera sur l'analyse des systèmes au niveau mondial, variante informatisée de l'approche de l'économiste américain Wassily Leontief (père des tableaux d'entrées-sorties) autrement dit une vision statique et linéaire des problèmes économiques mondiaux, celle-là même qui sous-tendait le premier rapport *Halte à la croissance ?* du Club de Rome, dont nous parlerons plus loin. Le travail de l'IIASA se développera d'ailleurs en parallèle avec ce dernier, basé sur le même credo malthusien. Le professeur Jay Forrester, coauteur du rapport que nous venons de citer, déclarait en septembre 1981 à l'IIASA :

« L'analyse des systèmes traite exactement des mêmes thèmes que Malthus. (...) Les observations de Malthus étaient justes au moment où il les fit et elles le sont restées jusqu'à nos jours. (...) Le progrès technologique n'a pas banni les famines et les guerres. Au contraire, le progrès technologique a fait que des populations toujours plus grandes ont été soumises aux famines et aux guerres. »

L'IIASA est formée par seize pays, dont les principaux de l'OCDE. Le premier président était Gvischiani. Outre des fonds gouvernementaux (quoiqu'il fût officiellement, une organisation non gouvernementale), l'IIASA recevra des fonds du Programme des nations unies pour l'environnement, de la Fondation Volkswagen et de la Fondation Ford.

En 1982, le président Reagan, informé par ses services que l'IIASA s'était transformée en centre d'espionnage et d'infiltration d'agents de l'Est, et que le même Gvischiani détenait un poste important dans les services secrets russes, décidait de couper les fonds américains. La riposte vint immédiatement de l'Académie américaine pour les arts et la science, qui rassembla 2 millions de dollars de fonds privés (soit les deux tiers de la contribution américaine) pour combler le trou financier. Parmi les promoteurs de cette initiative, on retrouvait McGeorge Bundy et McNamara, ainsi que plusieurs scientifiques du groupe de Pugwash. Les bouleversements intervenus à l'Est ont fait oublier la question épineuse de l'espionnage soviétique à travers l'IIASA. Ce dernier continue à travailler à l'avant-garde de la problématique écologiste.

---

## Le choc culturel et la crise pétrolière

---

Le cheval de Troie découvert par les malthusiens du Club de Rome, c'est la fable des ressources limitées, clamée à la face du monde avec force fanfares médiatiques à l'occasion de la publication du rapport *Halte à la croissance ?* Un groupe de dix-sept chercheurs du MIT, dirigé par Jay Forrester et Dennis Meadows est chargé par le Club de Rome de mener un travail de prospective sur «les dilemmes de l'humanité». C'est la Fondation Volkswagen qui finance l'essentiel de l'opération, qui comprend non seulement l'étude et sa publication simultanée en douze langues, mais aussi et surtout une vaste opération de relations publiques, visant à faire le maximum de bruit autour de la notion de «ressources limitées». Au total, le rapport a été traduit en trente langues et publié à douze millions d'exemplaires. Précisons qu'il a été présenté comme un rapport «au» Club de Rome plutôt qu'un rapport «du» Club de Rome.

Pourtant, il n'y avait rien là de très nouveau. D'abord, on assigne d'autorité le qualificatif «fixe» au mot «ressource». Comme si le développement technologique ne changeait pas constamment la définition même d'une ressource. Que valait un baril de pétrole au Moyen Age ? Que valait le minerai d'uranium avant 1930 ? L'eau de mer, qui n'est pas aujourd'hui une ressource, pourrait le devenir avec l'avènement de la fusion thermonucléaire. De plus, les «systémistes» du MIT se trompèrent lourdement dans leurs équations linéaires. Conformément à ce qui allait devenir la pratique régulière en matière de fraudes écologistes, le modèle mathématique de la société mondiale ne fut diffusé qu'après la divulgation du rapport, ce qui rendait impossible toute critique scientifique. Mais le choc était déjà lancé, à la une des journaux, en déclarations catastrophistes dans les radios et télévisions. Les rétractations et les démentis des années suivantes ne parvinrent jamais à effacer l'angoisse hystérique que l'on avait imposé à la population mondiale.

Il faut dire que les chercheurs du MIT n'y allaient pas de main morte et donnaient des dates très précises sur les survenues de pénuries de ressources naturelles. L'or devait s'épuiser en 1984, le cuivre et le plomb en 1993, le mercure en 1983, le gaz naturel en 1994, le pétrole en 1992, l'étain en 1987 et le zinc en 1990. Pour l'uranium c'était «avant la fin du siècle».

Aujourd'hui, le Club de Rome et ses amis se défendent soigneusement d'avoir lancé l'idée de «croissance zéro». Dans un rapport du Club datant de 1991, *Questions de survie*, co-signé par Alexander King (président d'honneur) et Bertrand Schneider (secrétaire général), présentent ainsi la chose :

«[Ayant publié *Halte à la croissance ?*] le Club fut alors vivement critiqué pour s'être fait, affirmait-on, l'avocat de la «croissance zéro». Telle n'était pourtant nulle-

ment notre conviction. Nous reconnaissons pleinement le besoin de croissance matérielle dans les pays pauvres ; mais nous mettons en garde contre les conséquences d'une course irréfléchie à la croissance à-tout-va dans les pays industrialisés — à savoir l'épuisement des matières premières de base, la détérioration de l'environnement et la domination des valeurs matérielles dans la société».

Pourtant, dans les pages de conclusion de *Halte à la croissance ?*, rédigées par le comité exécutif du Club dont faisait partie Alexander King, on peut lire que «*de plus en plus d'hommes prendront conscience de la monstruosité de la croissance*». Et le titre même du rapport est suffisamment explicite, le point d'interrogation étant de pure forme. D'ailleurs, le mot d'ordre de la Conférence internationale organisée par l'Onu sur l'environnement, à Stockholm en juin 1972, était : «Une seule terre, halte à la croissance !» Le point d'interrogation avait été remplacé par un point d'exclamation. Le slogan de la croissance zéro était effectivement lancé et allait recueillir un grand succès dans la «deuxième gauche», auprès des écologistes et de tous ceux qui souhaitaient mettre fin à la civilisation industrielle et urbaine.

On aurait pu croire qu'ainsi copieusement ridiculisé, ses prédictions apocalyptiques ayant été contredites par les faits, le rapport Meadows disparaîtrait rapidement dans les oubliettes de l'histoire. Au contraire, ce rapport a servi de fondement à l'argumentation écologiste et est encore élogieusement cité, non seulement par la plupart des ténors écologistes, de Cousteau à Voynet, mais aussi par de nombreux responsables politiques, nationaux et internationaux.

Le premier rapport fut rapidement suivi d'autres. Le second fut préparé par Eduard Pestel, membre exécutif du Club, et par l'Américain Mihallo Mesarovic ; ils développèrent une analyse informatisée d'un «modèle mondial hiérarchiquement régionaliste», qui apparut en 1974 sous le titre *L'humanité à la croisée des chemins*. La citation placée en exergue était de A. Gregg : «Le monde a un cancer, et ce cancer c'est l'homme». La fondation Volkswagen avait mis 1 million de marks à la disposition du Club pour le premier projet et en octroya 700 000 pour le second. La publicité accordée aux thèses catastrophistes était immense et tout se passait comme prévu par Peccei : la tactique du cheval de Troie portait ses fruits.

---

## L'influence des naturalistes

---

A ce point, il est intéressant de revenir en arrière. Car les chercheurs du MIT sont loin d'être des pionniers en matière de prédictions catastrophiques. En fait, dès les années 50, plusieurs auteurs ont tenté d'alerter les gouvernants et le grand public sur les déséquilibres écologiques qu'ils prétendaient constater. Dès l'après-guerre, le Suisse Robert Hainard et l'Américain Fairfield Osborn ont lancé leurs cris d'alarme. Ce sont deux naturalistes (Osborn est président de la Société zoologique de New York et Hainard est dessinateur et peintre naturaliste) qui ont structuré la pensée écologiste conservatrice. Nous nous attachons particulièrement à Robert Hainard, qui a fortement influencé toute une aile de l'écologie européenne et française (voir en p.49).

Robert Hainard est, comme Teddy Goldsmith, un chantre du naturalisme conservateur, dans la mesure où il refuse le volontarisme transformateur de l'humanisme issu de la Renaissance et défend l'ordre établi :

«Si j'aime tant la nature, c'est qu'elle est une immense structure où tout est étroitement lié, mais distinct, où tout est à sa place. Il faut rester à la sienne. Beaucoup

d'hommes mourront d'avoir voulu se mettre à la place de Dieu.»  
(«Vertu de l'isolation», in *Coévolution* N° 8-9, printemps-été 1982)

L'homme doit donc rester à sa place, celle que lui ont assignée l'histoire, la géographie et la race : en 1943, il écrivait ainsi :

«Comme il est des chevaux de race et de trait, il est des types d'hommes possédant des qualités qui s'excluent plus ou moins». (*Et la nature ?*, Gérard de Buren, 1943.)

Et en 1972 :

«Je ne vais certes pas défendre le racisme. Il faut pourtant convenir qu'on peut tenir à sa race et à sa façon de vivre.»  
(*Expansion et Nature*, Le courrier du livre, 1972).

Pour Hainard, la nature est à préserver parce qu'elle est fondamentalement autre, comme il l'explique dans *Et la nature ?* :

«La nature, c'est la vie hors de nous, le monde agissant par lui-même. C'est très exactement tout ce que l'activité la plus intelligente, l'organisation la plus efficace ne peuvent produire, tout ce dont il faut attendre patiemment la croissance, tout ce qu'on ne peut que ménager, respecter, réserver.»

Il ne s'agit donc pas d'aménager ou de transformer, comme le sous-entend le concept anthropocentrique d'environnement :

«La nature ne peut nous laisser, si nous l'aimons, d'autre soin que la défendre. Nous ne pouvons rien faire d'autre que la laisser faire, puisqu'elle est par définition (la mienne) ce qui vit par soi-même, en dehors de notre action.»

Dans cette perspective, le rationalisme est vu comme un intégrisme, dans la mesure où il ne pourra jamais rendre compte de la complexité sensuelle de l'organique : contrairement à Hegel, il considère la réalité comme irréductible à la raison. En conséquence, «vouloir faire entrer le souci de la nature dans les philosophies actuelles, c'est se condamner à l'échec, car elles ont toutes été conçues contre la nature». (*Expansion et Nature* ; c'est Hainard qui souligne.)

Hainard se déclare donc fort logiquement «fondamentalement panthéiste», opposé à la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle. Et de regretter la vision de la nature des peuples germaniques :

«Pour eux, je crois que la nature a été autre chose et j'ai souvent rêvé de ce qu'aurait été leur civilisation si elle n'avait pas été absorbée par l'influence de Rome, de la Grèce, des Juifs et des Arabes.» (*Et la nature ?*, op. cit.)

Pour lui, comme pour Peccei, l'humanité est «le véritable cancer du monde» :

«Il faut revenir à la situation paléolithique qui a duré si longtemps : une espèce humaine pas trop nombreuse vivant des surplus d'une nature riche, variée, libre, qu'elle ne modifie que très localement. En utilisant les acquis les plus raffinés et les plus efficaces de l'époque néolithique.»

(Postface à Philippe Lebreton, *La nature en crise*, Sang de la Terre, 1988.)

Il souhaite encore «l'accès égal et intime à la nature d'une humanité en nombre modéré : une société entièrement aristocratique, sans autres ilotes que

les machines».

De façon cohérente avec les autres fanatiques malthusiens, il se déclare donc favorable à un triage de l'humanité, à un eugénisme aussi bien positif que négatif :

«On ne devrait pas rendre facile et trop avantageux d'avoir des enfants, ce qui pousse à la multiplication des individus inférieurs. Avoir des enfants devrait être un privilège et non un mérite.

«Cruel ou pas, je suis toujours plus persuadé de la nécessité d'une sélection et je m'étonne qu'on prenne tant de peine pour les débiles mentaux ou les drogués par exemple.» (*Expansion et nature, op. cit.*)

Nous avons longuement cité Hainard, car la paternité sulfureuse qu'il peut revendiquer sur le mouvement écologiste français est quasiment inconnue, voire soigneusement cachée par certains. D'autres pourtant la revendiquent, comme Antoine Waechter ou Philippe Lebreton.

D'autres naturalistes, comme Fairfield Osborn (*Notre planète saccagée, 1948*), sans être aussi extrémistes qu'Hainard, ont également joué un rôle formateur pour faire passer l'idée que la civilisation industrielle avait une influence mortifère sur la planète, qu'il fallait combattre à tout prix, sous peine de voir l'humanité disparaître.

Parmi les autres cris d'alarme lancés, citons encore les Américains Barry Commoner (*The closing circle, 1971*) et Rattray Taylor (*The Doomsday Book, 1970*) ou les Français Jean Dorst (*Avant que nature meure, 1965*) et Philippe Saint-Marc (*Socialisation de la nature, 1971*). Jean Dorst fut directeur du Muséum national d'Histoire naturelle, qui est depuis son passage une place-forte des écologistes. C'est d'ailleurs là que France-Nature-Environnement a son siège. Il faut enfin noter le livre sur le DDT de Rachel Carson (*Silent Spring, 1962* ; voir annexe 3) et celui du couple Ehrlich sur la démographie (*Populations, ressources, environnement, 1970*), que nous avons déjà cité plus haut. Il faut donc bien voir que ces conceptions existaient déjà avant le rapport du Club de Rome, mais elles avaient une influence limitée car elles étaient cantonnées soit dans des milieux naturalistes, soit à un petit nombre d'intellectuels. C'est le coup de tonnerre de *Halte à la croissance ?* conjugué à la crise pétrolière qui va imposer définitivement ces conceptions au sein des institutions internationales et dans les départements ministériels de nombreux gouvernements occidentaux.

---

## Vers le mouvement antinucléaire

---

Revenons donc à ceux qui ont instrumentalisé les conceptions créées par d'autres. En 1974, un ami de Peccei, Richard Gardner, publie *Le difficile chemin vers l'ordre mondial*. Au même moment, le Club charge l'économiste hollandais Jan Tinbergen de coordonner un groupe d'études, dont le rapport final sortira en 1976 sous le titre *Restructurer l'ordre international*. Avec la Commission Brandt pour les rapports nord-sud, ce rapport du Club constitue l'approche colonialiste «de gauche» aux problèmes du tiers monde : pas de transfert de technologie avancée aux pays sous-développés (imposer les techniques occidentales serait «impérialiste») mais plutôt des «technologies appropriées» capables de satisfaire leurs «besoins fondamentaux». A ceci, il faut bien sûr ajouter la sempiternelle requête de réduction de la population. Ce rapport fut financé par le gouvernement hollandais du social démocrate Joop den Uyl. Toujours en 1976, les Anglais Dennis Gabor et Alexander King, associés aux Ita-

liens Umberto Colombo et Riccardo Galli, publient une autre étude sous la bannière du Club, financée elle par le ministère canadien de l'Economie et de la Technologie : *La fin du gaspillage*. Les recommandations sont habituelles : il faut économiser l'énergie, réduire le taux de croissance économique ; les pays sous-développés doivent utiliser des technologies à basse intensité capitaliste et des ressources locales, comme le bois ou la biomasse, il faut préférer l'énergie solaire au nucléaire, etc. Colombo était alors le directeur de l'ENEA, l'agence italienne pour les énergies alternatives, ce qui avait été autrefois le Comité national pour l'énergie nucléaire.

Il faut soulever à ce sujet une considération historique : les malthusiens n'ont jamais essayé d'éviter une crise, bien au contraire. Ils avaient désespérément besoin d'une crise pour avoir une chance de faire passer leurs plans. L'hystérie des « ressources limitées » se propagea jusqu'aux pays producteurs de pétrole et provoqua leur décision, après la guerre israélo-arabe de 1973, d'augmenter le prix du pétrole de 300%. La grande majorité des dirigeants de ces pays, en particulier les diplomates et les économistes, avaient été éduqués et manipulés dans des centres occidentaux qui étaient les places fortes du malthusianisme : universités prestigieuses, agences de l'Onu telles que l'Unesco, l'UNITAR, le PNUE et autres. Plusieurs dirigeants arabes et israéliens ont accusé le département d'Etat de Henry Kissinger d'avoir favorisé, sinon préparé, la guerre de 1973, dans le but d'imposer ensuite une solution négociée avec les Russes : la gestion de crise dont parlait Brzezinski quelques années auparavant. Les multinationales du pétrole, les fameuses « sept sœurs », dont les dirigeants reviennent sans arrêt dans la liste des bailleurs de fonds des organisations écologistes et malthusiennes, ne subirent pas du tout les effets de cette crise, bien au contraire, puisqu'elles se contentèrent de répercuter les augmentations de prix et ramassèrent au passage de substantiels profits supplémentaires, aussi bien sur leurs enlèvements aux pays de l'OPEP que sur le brut qu'elles extrayaient aux Etats-Unis et dans les pays non-membres de l'OPEP. Ceux qui subirent furent les consommateurs, industriels et particuliers, dans les pays occidentaux et surtout dans les pays du tiers monde non-producteurs.

Ainsi, avec la crise pétrolière, les cercles financiers ouvraient une autre « brèche » dans leur assaut contre la citadelle de la société industrielle. La propagande du rapport *Halte à la croissance ?* se vit confirmée par l'austérité et l'augmentation du prix du pétrole imposées par la crise de 1973-1974. Qu'il suffise de rappeler les limites de température imposées en France dans les immeubles, ou les interdictions de circuler aux Pays-Bas et en Belgique. L'étape suivante consistait à saboter à tout prix ce qui devait apparaître tôt ou tard comme la solution aux ressources pétrolières limitées : l'énergie nucléaire allait ainsi devenir l'ennemi absolu, à combattre en priorité, non pas tant parce qu'elle concurrençait le pétrole, mais parce qu'elle symbolisait la technologie la plus avancée dans le secteur de l'énergie, lui-même moteur de la civilisation industrielle. Pour atteindre cette dernière, il fallait tirer sur le cheval qui se tenait en tête de l'attelage.

Peccei écrivait ainsi en 1974 :

« La faisabilité de la production d'énergie au moyen de la fusion nucléaire n'est pas encore démontrée, au point que, même en intensifiant les recherches, on ne peut faire des programmes sûrs en se basant sur elles. (...) La fission nucléaire (...) est problématique, surtout sous l'aspect de son acceptabilité sociale, vu les préoccupations considérables et justifiées qui naissent au sujet de la sécurité des installations et de leur protection. (...) Je suis plus pessimiste et plus radical que mes amis scientifiques. (...) Je suis prêt à soutenir que la société humaine n'est pas assez propre, sûre et digne de confiance pour cela. (...) Choisir l'option nucléaire sans avoir d'abord préparé la société (dans le sens de l'humanité toute entière) est téméraire et irresponsable ».



ble. Quand ils s'enivrent aujourd'hui, en découvrant le pouvoir de cette drogue, comme je l'ai appelée, ils le font encore à des doses minuscules, mais ils condamnent leurs successeurs à se confier totalement à elle, demain.»

Le pessimisme cosmique d'Aurelio Peccei n'offre pas grande alternative : le pétrole se raréfie et coûte cher, la fusion est une chimère et en ce qui concerne la fission, nous ne pouvons pas faire confiance à l'homme. Que reste-t-il ? Derrière les belles paroles sur les énergies nouvelles, c'est le retour aux siècles obscurs.

## 2. Propagation du mouvement

Pour faire admettre la diminution de la population, l'arrêt du développement industriel et scientifique à une population qui jouissait des bienfaits des Trente glorieuses, il fallait induire un comportement culturel irrationnel. C'est sur la base de cette considération que, à partir des années 50 et de façon parallèle à la naissance de la «culture rock», les précurseurs de l'écologisme ont promu les «drogues récréatives» comme nouveau mode de connaissance devant aller de pair avec la «révolution sexuelle». La culture rationnelle, de type judéo-chrétienne, devait être combattue avec ce qu'ils appelaient la contreculture. Celle-ci proclamait l'avènement d'un nouvel âge — l'âge du Verseau (popularisé par la comédie musicale *Hair*) — reposant sur l'hédonisme (la recherche du plaisir immédiat), qui devait supplanter l'âge du Poisson (l'ère du Christ).

Aldous Huxley, le frère de Julian, est la figure la plus marquante de ce projet, en particulier à cause de son rôle dans le fameux projet MK-Ultra des services secrets américains et britanniques, consistant à diffuser le LSD dans une population étudiante encore naïve et à en contrôler les effets. (Sur toute l'histoire de MK-Ultra, voir Gordon Thomas, *Enquête sur les manipulations mentales*, Albin Michel, 1989). Même s'il fut partiellement appliqué (on procéda notamment à la distribution gratuite de LSD au cours des concerts de rock organisés sur les campus), ce projet n'atteint jamais son ambition : le contrôle mental de la population, sorte de réplique de 1984 de George Orwell. C'était le vieux fantasme de stratèges anglais tels que Russell ou Herbert G. Wells.

Dans son livre *L'Amérique dans l'ère technétronique* (1967), Zbigniew Brzezinski analyse la transformation de la société américaine, «de plus en plus dissemblable de ses antécédents industriels», une société «technétronique» qui pourrait facilement devenir une «dictature technétronique». Cette société se caractérise par la révolution de l'information, par la cybernétique et par la substitution de la «concentration sur le divertissement» à «l'orientation vers les conquêtes». Ces divertissements sont essentiellement basés sur «les spectacles (sports de masse et télévision) qui fournissent une drogue à une masse toujours plus dépourvue d'objectifs». Il continue :

«L'Amérique et l'Europe ne sont plus dans la même ère historique. Ce qui rend l'Amérique unique à notre époque et qui en fait la première société qui teste le futur, (...) c'est l'art pop et le LSD. (...) Aujourd'hui, l'Amérique est la société créative, alors que les autres, consciemment ou non, ne font que la copier.»

En 1974, lors d'une réunion de l'IUCN, Raymond Dasmann fit un bilan de la «communauté de point de vue» entre la contreculture et le mouvement écologiste, faisant en particulier l'éloge du rôle joué par les propagandistes en faveur de la consommation de drogue, tels qu'Aldous Huxley, Humphrey Osmond ou Timothy Leary. Dans son discours à la conférence, on peut lire l'éloge «de l'élément positif des psychodrogues, qui ont ouvert nos sens à d'autres niveaux de

réalité, en contradiction complète avec la vision du monde médiée par la science et manipulée par la technologie».

Autrement dit, la drogue est la façon de s'échapper de l'horrible rationalité. La même position fut soutenue ensuite, de façon plus «objective» par de nombreux responsables écologistes.

Adriano Buzzati Traverso, dirigeant du Club de Rome, vice-président de l'Unesco et futur président de la SEC, faisait ardemment propagande pour la marijuana, selon lui moins toxique que l'alcool et sans aucun effet sur le cerveau ou le foie. Dans le programme des Verts européens, la légalisation de la marijuana figure depuis longtemps en bonne place. Lors des élections européennes de 1999, Jean-Pierre Galland, président d'un fumeux «Collectif d'information et de recherche cannabique», figurait à la 26ème place sur la liste des Verts. Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, déclarait lors d'un meeting parisien pour cette campagne : «Si nous disons, 'le cannabis ça fait pas mal et c'est agréable', c'est que nous disons la vérité.» Et d'inciter le ministre de l'Intérieur à essayer.

Cette recherche du plaisir immédiat est toujours présentée comme une libération par rapport aux «valeurs oppressantes» de la société occidentale. En avril 1982, Daniel Cohn-Bendit participait à l'émission télévisée *Apostrophe* pour présenter un livre allemand sur les «communautés alternatives», étant, suivant ses propres dires, sous l'emprise d'un gâteau au haschisch. Devant un Bernard Pivot médusé, il confessait :

«La sexualité d'un gosse est absolument fantastique. Faut être honnête, sérieux... un p'tit gosse... Moi, j'ai travaillé avec des tout-petits et avec des gosses qui avaient entre quatre et six ans. Quand une petite fille de cinq ans, cinq ans et demi commence à vous déshabiller, c'est fantastique. C'est fantastique parce que c'est un jeu éroticomaniaque. On retrouve des choses. On retrouve des choses, on trouve des sentiments. On comprend que tout ce monde de l'enfance, tel que le décrivent surtout les religieux, les catholiques, ça c'est vraiment la répression.» (Les points de suspension correspondent aux hésitations de Daniel Cohn-Bendit.)

La citation est caractéristique de la vision du monde nombriliste de l'écologie, avec la priorité donnée aux «sentiments». Toute loi morale venant rappeler le respect de l'autre est qualifiée de fasciste.

---

## Les Amis de la Terre entrent en scène

---

Le début de la phase de propagation de masse du mouvement écologiste, dans le milieu des années 60, s'accompagne de la création du premier noyau qui en deviendra la composante extrémiste. En 1969, Robert Anderson, président de l'Institut Aspen et d'ARCO, offre 200 000 dollars à David Brower comme base de départ de la création d'un nouveau mouvement radical : les Amis de la Terre (AT). Brower avait été écarté du Sierra Club, l'une des principales sociétés naturalistes américaines, pour avoir gaspillé de l'argent sur des projets écologiques insignifiants. Cette fois, il allait avoir plus de succès.

La plus grande partie des premiers dirigeants des AT venaient des Jeunes fédéralistes mondiaux et des Citoyens planétaires, deux organisations fondées après-guerre par Robert Hutchins, le mentor d'Anderson, et ses amis anglais Russell et Aldous Huxley. Norman Collins, président honoraire des jeunes fédéralistes mondiaux et membre de l'Aspen, figurait dans le Conseil des AT, aux côtés d'Aurelio Peccei et de Maurice Strong. Sacré patronage pour une organi-

sation écologiste qui va rassemblé des milliers de jeunes contestataires croyant lutter «contre la société» : deux P-DG de sociétés pétrolières et un haut responsable de l'OTAN !

Le siège des AT est installé à Londres, où fut organisée en 1971 la première manifestation mondiale contre les centrales nucléaires. A Pâques de la même année, les AT vont protester devant l'ambassade française à Londres contre la centrale de Fessenheim. C'est le début d'une série incalculable de manifestations, qui seront parfois très violentes.

Toujours en 1971, les AT passent un accord avec la revue anglaise *The Ecologist*, qui portait le sous-titre de «Revue de l'ère postindustrielle». Fondée par Teddy Goldsmith, elle allait vite devenir la «bible» des écologistes anglophones européens. De cette collaboration naîtra le premier manifeste du mouvement écologiste mondial, *Blueprint for Survival* (Projet pour la survie), qui reçut l'éloge public de Julian Huxley et de nombreux membres du Club de Rome.

Amory Lovins, dirigeant des AT anglais, avait quitté sa patrie américaine par amour de l'Angleterre mais avait maintenu des contacts à très haut niveau aux Etats-Unis. En 1976, il put ainsi publier un article sur l'énergie dans la prestigieuse revue du Council on Foreign Relations (CFR), *Foreign Affairs*. Lovins pris également part au projet du CFR — *Projet pour les années 80* — qui allait devenir la bible de l'administration Carter, comme nous allons le voir par la suite. En 1978, il fut invité avec les dirigeants du Club de Rome à un séminaire de l'Institut Aspen, pour analyser l'évolution passée du mouvement écologiste.

En 1972, les AT sont accrédités auprès de l'Onu comme ONG (organisation non gouvernementale), ce qui va leur permettre de jouer un rôle fondamental à la conférence de l'Onu sur l'environnement, qui se tient en juin de la même année à Stockholm. Le rapport final de cette conférence considère que «les fondements de la civilisation industrielle et urbaine se trouvent remis en cause» et appelle à «une redéfinition des projets de civilisation propres à chaque pays». On est donc très loin des problèmes techniques de la nature ; il s'agit de ce que le Club de Rome appelle pompeusement «la première révolution globale».

Cette conférence de l'Onu n'était pas tombée du ciel. Au printemps 1969, Joseph Slater, ancien directeur des programmes de la Fondation Ford, avait succédé à Robert Anderson à la présidence de l'Aspen. Il appela immédiatement à ses côtés Thomas Wilson et le mit à la tête d'une nouvelle section intitulée «Programme d'action ajustée sur l'environnement et la qualité de la vie». Wilson était un vieux routier qui avait travaillé au département d'Etat sous Kennedy et Johnson. Son travail visait à créer le mouvement écologiste international et aboutit à la publication d'un livre, *L'environnement, une vision trop petite*. C'est sur cette base programmatique que Slater prit contact avec l'ambassadeur suédois à l'Onu pour lancer l'idée d'une conférence mondiale sur l'environnement. En 1970, l'idée fut approuvée à l'assemblée générale de l'Onu, après de nombreuses pressions sur les délégations du tiers monde, qui avaient flairé le danger. Maurice Strong fut nommé secrétaire général de cette conférence et nomma immédiatement Wilson comme assistant pour préparer l'événement.

Pour soutenir cette opération, Joseph Slater avait lancé une autre organisation écolo-malthusienne, qui jouera un rôle important dans les années 70-80, l'International Institute for Environmental Affairs (IIEA), présidé par lady Jackson (alias Barbara Ward). Thomas Wilson en sera l'un des deux directeurs. Et parmi les membres fondateurs, les éternels Robert Anderson, Maurice Strong, Robert McNamara, auxquels on a adjoint des figures britanniques telles que Roy Jenkins, du parti travailliste anglais.

L'IIEA obtint un gros soutien de la Fondation Ford et de la Banque mondiale pour un projet écologiste qui allait aboutir à un livre, *Une seule Terre*, co-écrit

par René Dubos et Lady Jackson. Publié en quinze langues, ce livre contribua à créer un environnement favorable à la conférence de Stockholm.

Celle-ci fut fondamentale pour donner à la thématique écologiste une légitimité qui n'existait pas jusqu'alors. C'est après 1972 que vont être créés la plupart des ministères de l'environnement. Le ministère français, l'un des premiers au monde, sera créé par Georges Pompidou. Autre conséquence importante, la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Stockholm en est le premier directeur. Avec un budget annuel de quelque 30 millions de dollars, le PNUE va jouer un grand rôle d'intermédiaire entre les ONG (l'UICN, le WWF ou Greenpeace) et les gouvernements. Il va efficacement relayer les exigences des premières en les habillant d'un semblant de légitimité scientifique.

---

## Etats-Unis : la marche vers le pouvoir

---

Le 22 avril 1970, des milliers d'étudiants américains descendent dans la rue pour protester contre la «destruction de l'environnement» : c'est le premier «Jour de la Terre», dont les préparatifs furent financés par Robert Anderson, sur son argent personnel. Dennis Hayes, professeur à l'université de Stanford et futur expert du Worldwatch Institute de Lester Brown, s'exprimait ainsi ce jour-là, dans les colonnes du *New York Times* :

«Le 22 avril est un instrument (...) [pour] repousser l'idée stupide que «plus grand» soit mieux, que «plus vite» soit mieux, que le monde est sans limites, Amen. Cela n'a jamais été vrai. C'est la présomption de l'autorité de l'homme sur la nature et sur les lois de la nature. Au lieu de rechercher l'harmonie, l'homme a cherché à soumettre le monde entier. Les conséquences commencent à se faire sentir et nous n'avons plus beaucoup de temps à notre disposition.»

Peu de mois après, un Congrès américain ignorant et naïf adoptait une nouvelle loi, le National Environment Policy Act (NEPA), qui allait donner naissance à la fameuse Environment Protection Agency (EPA). Elle était écrite par Lyndon Caldwell, un disciple du malthusien fanatique Paul Ehrlich, qui dit après coup :

«La NEPA implique une grande modification, et à terme une inversion des priorités dans la politique économique de la nation. (...) Il me semble que le Congrès n'avait pas prévu les effets destructeurs qu'elle aurait sur l'économie traditionnelle.»

Et de fait, en exploitant la nouvelle loi et en créant à partir de rien un lobby écologiste, les élites malthusiennes américaines réussirent en peu d'années à opérer une profonde transformation. Entre autre choses, la NEPA a permis de bloquer le programme nucléaire américain. De 1970 à 1979, à cause de la guerre d'usure basée sur les procédures juridiques chères à la NEPA, le temps moyen de construction d'une centrale nucléaire passait de moins de quatre années à plus de neuf. Au début des années 80, la part du nucléaire dans la consommation électrique nationale aurait dû être de 22% ; ce fut à peine 13%. Le chien de garde qui devait contrôler l'application des nouveaux règlements fixés par la NEPA et exploiter toutes les chicanes juridiques possibles fut le Natural Resources Defense Fund (NRDF) fondé en 1970.

Dès 1971, grâce à un juge de Boston, le NRDF obtenait sa première grande victoire : la Commission américaine à l'énergie atomique (AEC), qui concédait

au nom du gouvernement les licences d'exploitation et de construction de centrales nucléaires, devait désormais tenir compte de «l'impact sur l'environnement et sur le milieu» avant de donner son accord à une nouvelle implantation. La même année, James Schlesinger fut nommé à la tête de l'AEC. Neuf jours après sa nomination, il décidait que l'AEC ne ferait pas appel contre la décision de justice de Boston. Faire une étude d'impact semble légitime, mais il faut bien voir que la décision ouvrait une boîte de Pandore permettant aux groupements écologistes de contester à plusieurs reprises les termes et la nature de cette étude. Du fait de cette décision juridique, 93 réacteurs furent soit annulés soit ajournés, soit encore contraints à opérer au minimum de leur capacité. Depuis 1979, pas un seul nouveau projet de centrale nucléaire n'a été lancé aux Etats-Unis. Un an après cette décision, la Fondation Ford lançait en 1972 un projet doté de 4 millions de dollars destiné à prouver que l'énergie nucléaire était dangereuse et non rentable. C'est dans la même fondation que furent élaborés les premiers rapports sur le risque de terrorisme nucléaire.

---

## Jimmy Carter : de l'Unfinished Agenda à Global 2000

---

En 1975, le Rockefeller Brothers Fund lança un projet intitulé Environment Agenda Taskforce. Dirigé par Gerald Barney, il avait pour tâche de rassembler tout le mouvement écologiste américain dans le but de préparer un «rapport de consensus» du mouvement sur les objectifs des dix prochaines années. Ce groupe de travail des Rockefeller coïncidait avec le lancement d'un autre projet, celui du *Projet pour les années 80* du Council on Foreign Relations. L'idée était de proposer une série d'initiatives économiques et financières face à l'aggravation de la crise économique internationale. Sa stratégie peut se résumer en une phrase choc que l'on trouve dans le rapport : «La désintégration contrôlée de l'économie mondiale». Le *Projet pour les années 80* allait devenir la politique gouvernementale lorsque ses auteurs furent nommés dans l'administration Carter. Zbigniew Brzezinski à la tête du Conseil de sécurité nationale, Cyrus Vance, qui proposait «un nouvel ordre mondial basé sur l'écologie» au département d'Etat, et enfin Paul Volcker, gouverneur de la Réserve fédérale.

Les recommandations du *Projet pour les années 80* recoupaient parfaitement celles du groupe Rockefeller : réduire la population mondiale à 2 milliards de personnes pour la fin du XXème siècle. Les treize membres de ce dernier groupe consultèrent les représentants des principales organisations écologistes américaines ainsi que soixante-douze «experts écologistes». En 1977, le groupe aboutissait à la publication de ses conclusions, titrées *The Unfinished Agenda*, et formulaient les requêtes suivantes :

- Définir un objectif national pour la réduction de la population ;
  - Encourager la stérilisation dans le tiers monde ;
  - Restreindre sévèrement l'immigration aux Etats-Unis ;
  - Lier toute forme d'aide à un pays tiers à la condition que le taux de natalité ne dépasse pas celui de la mortalité ;
  - Réduire la productivité de l'agriculture américaine ;
  - Renoncer aux intrants chimiques en agriculture (engrais et pesticides) ;
  - Abandonner la fission nucléaire comme source d'énergie ;
  - Limiter l'augmentation de la consommation d'électricité ;
  - Réduire les projets d'expansion du réseau autoroutier.
- Le fait que les auteurs s'intéressaient davantage à un changement en profon-

deur des valeurs de notre société qu'à la « rareté des ressources » émerge de la conclusion du rapport, sous la plume de Gerald Barney :

« La transition de l'abondance à l'austérité requiert un changement de valeurs en profondeur. Dans l'abondance, les intérêts personnels et l'individualisme sont la clef du succès et de la croissance. Dans l'austérité, les valeurs nécessaires à la survie sont paradoxales : il est dans l'intérêt de chaque individu de mettre l'intérêt de la société au-dessus du sien propre ; la survie et la stabilité sont à ce prix. Nous vivons dans le milieu commun de la planète et nous faisons maintenant l'expérience du passage de l'abondance à l'austérité. Le défi immédiat qui est devant nous ne réside pas dans les limites physiques de la croissance, mais plutôt dans la transformation à grande échelle des valeurs humaines. »

Lors de son inauguration en janvier 1977, Jimmy Carter présenta James Schlesinger comme le « tsar de l'énergie » de son administration, chargé de coordonner toutes les politiques de l'énergie et de l'environnement. Peu après, Carter créa d'ailleurs le département de l'Énergie, qui sera dirigé par Schlesinger. Mais dès janvier, ce dernier entamait une série de rencontres avec les dirigeants écologistes comme Dean Abrahamson, Gustave Speth, du NRDF, Jil Kubie, de l'Environment Research Center, pour coordonner les activités de l'administration et des mouvements concernés.

En février 1977, le conseiller en politique intérieure du président, Stuart Eizenstatt, fut invité à l'ultime réunion du groupe qui venait de publier l'Unfinished Agenda. Il commença son intervention en assurant ses auditeurs qu'à la fin du premier mandat de Carter, l'Agenda serait effectif. Et de fait, en avril, lorsque l'administration Carter rendit public son plan énergétique, on découvrit en effet que c'était une copie conforme de l'Agenda.

Le 3 mai 1978, la collaboration entre le gouvernement et les divers mouvements écologistes se renforça au cours de la manifestation du Jour du Soleil, réplique du Jour de la Terre. Des centaines de milliers de personnes célébrèrent ce nouveau culte solaire, soutenu et appuyé par l'administration.

En 1979, le président Carter commandait une étude qui allait devenir internationalement connue sous le nom de *Global 2000*. Coordonnée par le secrétaire d'État Cyrus Vance et le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, un groupe de travail se mettait en place ; il regroupait le Bureau pour les océans, l'environnement international et les questions scientifiques du département d'État et le Conseil pour la qualité de l'environnement de la Maison Blanche. Le coordinateur du projet était Gus Speth, du NRDF, et le directeur en était Gerald Barney.

Peu de temps après, le rapport de la Commission Nord-Sud de l'Internationale socialiste paraissait, reprenant mot à mot les recommandations programmatiques de *Global 2000* : contrôle des naissances, technologies « appropriées » pour le tiers monde, économies et restrictions énergétiques, etc. Malgré le changement d'administration en 1980, il n'y eut pas d'inversion réelle de cette tendance dans la technocratie américaine, qui y reste hégémonique depuis lors.

---

## L'internationale verte

---

La conférence de Toronto organisée en juillet 1980 tentait de consolider toutes ces avancées du malthusianisme. 6 000 participants de 45 pays prirent part à la « première conférence globale sur le futur ». Le discours inaugural, inti-

tulé «Penser globalement, agir localement» fut prononcé par Maurice Strong, après qu'un message de la reine d'Angleterre eut été lu. Enchanté par les résultats obtenus lors des quinze dernières années, le pétro-financier canadien saluait «les effets combinés du régionalisme et de la pensée globale» (...) qui affaiblissent irrémédiablement le rôle de l'Etat-nation comme système de gouvernement».

Pendant la conférence, l'écologiste autrichien Robert Jungk, animateur de la Nouvelle Droite, lança un appel à la création d'une «nouvelle internationale, dont les buts seront différents de ceux poursuivis par l'internationale socialiste», l'internationale verte : pacifistes, alternatifs, punks, autonomistes, terroristes, etc. Cette conférence fut entre autres financée par IBM Canada, Royal Bank of Canada, Sun Life Insurance et Rank Xerox. Cette collaboration entre les cercles du capitalisme financier (à l'opposé du capitalisme industriel) et les milieux écologistes a été constante. Nous avons déjà vu le rôle fondamental joué par les fondations de certains groupes industriels dans le financement de divers projets : la Fondation Ford, mais aussi les fondations Volkswagen ou Agnelli (Fiat) pour le Club de Rome. Ces fondations, dont on pourrait penser a priori qu'elles aideraient plutôt les intérêts du capitalisme industriel, sont souvent contrôlées par les *fundi*, représentants de l'ancienne oligarchie terrienne et de la rente financière.

En fait, la Conférence de Toronto ne faisait qu'entériner un processus déjà abouti : c'est dès 1977 que commençaient les premières manifestations violentes contre les centrales nucléaires : Seabrook aux Etats-Unis, Creys-Malville en France, Brokdorf en Allemagne. En 1980, le monde industrialisé était déjà envahi par des armées de cette «internationale verte», armées composées de jeunes profondément marqués par le pessimisme culturel propagé par leurs aînés. L'un des slogans les plus connus des Verts allemands était : «Ich habe Angst» («J'ai peur»). Dans son livre *Cent pages pour l'avenir*, Aurelio Peccei dresse le bilan :

«Ces groupes [écologistes] sont devenus innombrables. Ils sont nés séparément, sur différents fronts et avec des objectifs séparés. Ce sont le mouvement pour la paix, pour la libération de la femme, le soutien aux minorités, le contrôle des naissances, les mouvements de libération nationale, de défense des droits civiques et humains ; les apôtres de la technologie à visage humain et de l'humanisation des postes de travail ; les travailleurs sociaux et les militants pour un changement social ; les écologistes, les amis de la nature et des animaux, les contestataires non-violents, les objecteurs de conscience, etc. (...) C'est une espèce d'armée populaire, active et potentielle. (...) Un jour, il faudra trouver les moyens de consolider leurs forces éparpillées et de les diriger contre des objectifs stratégiques.»

Entre-temps, Peccei a disparu, mais son armée populaire est restée et sa puissance est redoutable : capable d'arrêter de grands projets industriels ou scientifiques, de faire tomber des gouvernements, ayant le soutien des plus grands médias (de *CNN* au *Monde*), elle est aujourd'hui arrivée à la réalité du pouvoir : Joschka Fischer, l'ancien squatter et ami des terroristes de la Rote Armee Fraktion, est ministre des Affaires étrangères du plus puissant pays d'Europe. Dominique Voynet a pris en main l'aménagement du territoire en France. Et l'ancien président de Greenpeace-France, Olivier Deleuze, est secrétaire d'Etat à l'énergie en Belgique.



---

## De la bombe au projet de loi, un partage du travail

---

«J'ai fondé les Amis de la Terre pour faire paraître le Sierra Club raisonnable. Ensuite, j'ai fondé le Earth Island Institute pour faire paraître les Amis de la Terre raisonnables. Aujourd'hui, c'est le groupe Earth First! qui nous fait paraître raisonnables. Maintenant nous attendons ce qui pourrait venir et faire paraître Earth First! raisonnable.»

Celui qui s'exprime ainsi en août 1992, n'est autre que David Brower qui ayant alors l'âge de 77 ans, pouvait être considéré comme l'un des pères du mouvement écologiste américain. C'est d'ailleurs du respectable Sierra Club que viennent également les fondateurs de Greenpeace et de Earth First!

Que signifie ce genre de déclarations ? Qu'il existe au sein du mouvement écologiste international un certain «partage du travail» entre, d'une part, les groupes dit «raisonnables» qui tels que le Sierra Club ou le WWF vont intervenir directement au niveau des institutions, des lois, des gouvernements pour empêcher, par exemple, que des travaux puissent avoir lieu sur telle région dans laquelle ils prétendent protéger la faune et la flore ; et, d'autre part, les groupes dits «extrémistes» tels que Earth First! (qui ne s'attaque officiellement qu'à du matériel) ou ALF (qui s'attaque à des personnes) qui poursuivent finalement les mêmes buts que les précédents. Chaque groupe écologiste joue souvent le rôle de «tremplin» vers un autre groupe plus radical et il y a de fait une étroite collaboration entre eux.

Nous ne voulons pas dire par là que tout le mouvement vert est machiavéliquement dirigé par un petit groupe, se servant de telle ou telle organisation selon ses besoins. Bien sûr, il y a une certaine autonomie de pensée et d'action entre ces organisations différentes. Il peut même y avoir des combats de factions très durs. Par exemple, le fondateur de Robin des Bois, Jacky Bonnemaïn a été exclu de Greenpeace et n'hésite pas à attaquer la corruption des dirigeants de la multinationale verte : «Ils sont tous pourris jusqu'à l'os. C'est foutu !» ; mais ceci ne signifie pas que les deux organisations ne s'entendront pas sur des actions communes...

Le point sur lequel nous voulons insister, c'est que si l'on veut comprendre le mouvement écologiste international, il faut le considérer comme un tout qui a une «logique» interne et un but global — la fin de la société industrielle — et pas simplement comme la somme d'une multitude d'organisations concurrentes. Car, en fait, si l'on place à l'une des extrémités de la chaîne, les oligarques qui ont créé le Club de Rome, et à l'autre bout le tueur «isolé» Unabomber, qu'y a-t-il de commun entre tous ces acteurs ? Le simple fait que lorsque les premiers vont dire que «l'homme est un cancer pour la planète», ils façonnent l'environnement culturel d'où est issu le second.

Si l'on considère à titre d'exemple deux groupes tels que le WWF et Greenpeace, *a priori* tout semble les séparer : Greenpeace cultive l'image d'un groupe de combattants, ennemi juré du monde de l'industrie. Le WWF au contraire est dirigé par des «gentlemen» élégants pour qui recevoir des subventions de la part d'un industriel ne pose pas de problème particulier.

Cependant, non seulement Greenpeace n'est pas gêné pour recevoir des fonds de la part du WWF, mais la collaboration entre les deux est suffisamment étroite pour que Greenpeace International ait un lien sur son site Internet avec celui du WWF à la page des sites amis. En France, leur collaboration a été particulièrement étroite dans le collectif SOS-Loire vivante ; en Suisse, elle a

été aussi très vivace dans l'organisation des Européens contre Superphénix. En Angleterre, une source proche du prince Philip, nous a déclaré en 1995 au moment de la campagne internationale contre les essais nucléaires français (voir ci-dessous), que le WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre avaient développé «un triple jeu intéressant». Le WWF, a-t-il noté, «travaille au niveau du gouvernement et des entreprises». Dans le cas où les représentants du gouvernement et des entreprises renâclent à lancer des réformes «écologiques», les responsables du WWF avertissent subtilement que cela pourrait provoquer des manifestations des Amis de la Terre :

«Et si cela ne marche pas, les gens du WWF font savoir que Greenpeace pourrait faire une action spectaculaire. (...) Le WWF est capable de faire savoir que, si les choses bougent trop lentement sur certains sujets, il pourrait être "suggéré" à Greenpeace qu'il est nécessaire d'augmenter la pression.»

Quant au consort royal, cette source a déclaré :

«Le prince Philip aime l'action dramatique, c'est un homme d'action lui-même, il aime donc beaucoup l'orientation de l'action vers Greenpeace».

---

## Vers une religion écologiste

---

Au début des années 70, la campagne lancée par le Club de Rome sur la raréfaction des ressources battait son plein. Cependant, il ne suffirait que de quelques années pour prouver scientifiquement que ces prévisions pessimistes étaient totalement fausses. Dans ce cas le mouvement écologiste international aurait risqué de s'éteindre de lui même faute d'une assise «culturelle» suffisamment solide : la peur de la raréfaction des ressources ne pouvant pas jouer ce rôle très longtemps. Cependant la «brèche» ouverte par le Club de Rome avait suffisamment effrayé l'opinion publique pour que s'y engouffre l'irrationnel qui accompagne la peur. Cette peur ayant rendu suspecte la science et sa «prétention de résoudre les problèmes de l'humanité», il fallait du point de vue des malthusiens mettre quelque chose pour combler le vide laissé par la science. La contreculture rock-sexe-drogue visant la jeunesse de l'époque avait contribué en partie à ce changement de paradigme culturel. Une autre attaque touchant plus immédiatement les élites de la société en vue de créer un mouvement de masse fut alors lancée contre la religion. Cette attaque qui cherchait à provoquer un sentiment de culpabilité dans la population («vous avez trop consommé, maintenant vous devez faire pénitence»), visait essentiellement à créer une religion de substitution.

---

## James Lovelock et le culte de Gaïa

---

Parmi ceux qui ont contribué à la création de ce genre de religions figurent un certain nombre de personnalités ayant acquis une renommée dans le domaine scientifique. On y trouve l'anthropologue Margaret Mead, et surtout, le chimiste britannique James Lovelock, père de l'«hypothèse Gaïa». Ce nom vient de l'ancienne déesse grecque et signifie la «Mère Terre». Lovelock reprend en fait l'idée du savant russe Vernadsky — le véritable père de la notion de bios-

phère — mais qu'il dénature complètement. Selon Vernadsky, l'ensemble de la biosphère doit être considéré comme un tout. Cependant, la principale caractéristique de la vie c'est son développement permanent ; dans une telle perspective, la conquête spatiale et l'action de l'homme sur son environnement pour rendre des déserts habitables sont donc des activités cohérentes avec le développement de la nature. Par contre, chez Lovelock, la notion de biosphère devient prétexte à des thèses malthusiennes.

Au cours d'une interview dans *Orion Nature Quaterly* (Hiver, 1989), Lovelock s'explique :

« Nous savons que la proportion d'oxygène est restée relativement constante sur la Terre pendant des centaines de millions d'années. Donc, puisqu'aucun processus physique ou chimique ne permet aux niveaux d'oxygène de rester constant, il doit y avoir quelque chose qui régule. (...) Une chose qui frappe en Irlande, c'est le nombre d'autels à la Vierge Marie. Ces autels sont merveilleusement décorés, ils sont peints de couleurs vives et toujours entourés de brassées de fleurs fraîches. A l'inverse, les églises sont des endroits poussiéreux plutôt horribles. Peut être que les gens qui prient auprès de ces autels ne pensent pas seulement à la Vierge chrétienne, mais à une vierge plus ancienne, Gaïa, la mère de la Terre. Après tout, cela concorde merveilleusement bien : Gaïa est à tout point de vue immortelle. Elle a vécu 3 500 millions d'années, ce qui est déjà plus que quelques étoiles, et elle semble bien partie pour vivre encore pendant une période de temps d'amplitude stellaire. Elle est la source éternelle de la vie. Elle est certainement vierge, elle n'a pas besoin de se reproduire puisqu'elle est immortelle. Elle est notre mère à tous dans un certain sens y compris de Jésus ».

Lorsqu'il est ensuite question de la relation de l'homme à la nature, Lovelock écrit dans son livre, *The Ages of Gaïa* :

« Gaïa, telle que je la vois, n'est ni une mère tolérante, ni une demoiselle fragile et délicate mise en danger par l'humanité. Elle est directe et dure, gardant le monde chaud et confortable pour ceux qui obéissent aux lois, mais impitoyable pour ceux qui les transgressent. Son but inconscient est de garder une planète adaptée à la vie. Si les humains s'y opposent, ils seront éliminés avec aussi peu de pitié qu'on en trouverait dans le cerveau électronique d'un missile intercontinental arrivant sur sa cible. Gaïa n'est pas antihumaine, mais elle n'hésitera pas à nous remplacer par une espèce plus respectueuse de l'environnement si nous continuons comme cela. Cela dépend de vous et de moi. Si nous considérons le monde comme un organisme vivant dont nous ne sommes qu'une petite partie, et non des propriétaires, ni même les gérants, notre espèce pourrait survivre pendant la durée qui lui a été allouée ».

Lovelock, qui aime se décrire comme un scientifique calme et isolé, appartient à une curieuse organisation nommée « Lindisfarne » et fondée par Margaret Mead. D'après ses propres dires, il s'agit d'une « communauté de penseurs affiliée à Saint-John the Divine à New York ». « On y trouve des prêtres, des économistes, des écologistes qui intègrent mon idée dans leur philosophie ». La cathédrale sert en fait de quartier général au Temple de la Compréhension, un projet religieux du nouvel âge affilié aux Nations unies et qui colporte toutes les variétés possibles de « religions » néopaiennes, sataniques ou lucifériennes. Associée à la cathédrale on trouve également une organisation appelée « Institut Gaïa » dont le but est la création de sectes consacrées à la déesse Mère. Au cours d'une interview au magazine scientifique *21st Century*, Priscilla Peterson, directrice du Temple de la Compréhension a déclaré que, dans le contexte de la bataille écologique pour sauver la planète, l'Institut Gaïa cherche à créer une nouvelle religion autour d'une déesse : « Beaucoup disent que la tradition reli-

gieuse dominante en Europe, le christianisme, est responsable de la dégradation de la nature».

---

## Les églises, courroies de transmission

---

Les idées de Lovelock sur la religion ont trouvé de l'écho en particulier auprès de Philip, le duc d'Edimbourg. C'est ainsi qu'en 1986, à l'occasion du 25ème anniversaire du WWF, il organisa à Assise (Italie) une rencontre internationale de trois jours qui a réuni des représentants de toutes les religions pour discuter d'écologie. Ce sommet a vu notamment la création du Religious and Conservation Network. «Ce réseau a généré des centaines de projets de conservation dans le monde», selon un communiqué de presse du WWF de 1995, année au cours de laquelle a été créé un nouveau réseau pour lui succéder : l'Alliance for Religion and Conservation (ARC) lors d'un nouveau «sommet religieux» organisé par le prince Philip.

Les journées d'Assise ont également débouché sur l'organisation de la NACRE, North American Conference on Religion and Ecology (Congrès nord-américain sur la religion et l'écologie), à partir de 1990. Assistèrent à cette première rencontre de NACRE des personnalités telles que son président Donald Conroy, ancien «conseiller éthique» de la Banque mondiale, ainsi que le ministre de l'Environnement américain de l'époque, William Reilly, le scientifique Carl Sagan et Al Gore, qui était alors sénateur du Tennessee. Intitulée «Prendre soin de la création», cette réunion qui a eu lieu en la cathédrale épiscopaliennne nationale de Washington avait pour but de répandre le culte de la terre parmi les 650 000 communautés religieuses du continent.

Le prince Philip y a notamment attaqué les religions révélées coupables, selon lui, d'avoir provoqué une catastrophe écologique. «Il est maintenant clair que le pragmatisme écologique des religions soi-disant païennes comme celles des Indiens d'Amérique, des Polynésiens ou des Arborigènes australiens était beaucoup plus réaliste en terme d'éthique de la conservation, que les philosophies monothéistes, plus intellectuelles des religions révélées». Le but explicite de NACRE était bien entendu de s'attaquer à l'un des fondements de la religion judéo-chrétienne : l'idée exprimée dans la Genèse (1-28) selon laquelle l'homme a pour mandat d'être fécond, de se multiplier et de dominer la Terre — le principal obstacle culturel aux malthusiens.

Le message de Michael Fox, directeur du Centre pour le respect de la vie et de l'environnement de la Human Society of the United States, consistait essentiellement à dire que l'attitude «dominatrice» de l'homme par rapport au royaume animal a entraîné un «holocauste». Déplorant la perte des «traditions religieuses des premiers âges qui liaient l'humanité au royaume animal par l'intermédiaire de la Terre-Mère, la matrice créatrice... Gaïa, Pan Diane» et leur remplacement par les «religions mâles monothéistes de la raison», le Dr Fox regretta également «l'âge d'or de nos ancêtres vivant de la chasse et de la cueillette et l'âge d'argent des peuples vivant de l'agriculture sédentarisée».

Jürgen Moltmann, professeur de théologie à l'université de Tübingen (Allemagne) et collaborateur de Hans Küng, a insisté sur la nécessité de «changer l'image de Dieu : la vision de Dieu de l'homme moderne, celle qui date de la Renaissance, où Dieu est vu comme le Seigneur du Monde alors que la Terre n'est qu'un objet passif... Il nous faut changer cette image parce que cela détermine comment l'homme se considère dans ses rapports avec la nature». Moltmann a également appelé à développer une «Ecologie divine» et «à intégrer les droits des animaux et les droits de la nature dans la constitution».

Lester Brown, dirigeant du Worldwatch Institute a donné une présentation qui portait sur « l'économie globale écologiquement soutenable » : stabiliser la population, éliminer les carburants fossiles et les remplacer par des énergies renouvelables, protéger la couche d'ozone et arrêter le réchauffement de la Terre par une taxe sur les gaz à effet de serre.

Pour donner une idée de l'impact politique à l'échelle internationale que peut avoir une telle conférence, nous citons également le discours que Yves Cochet, l'actuel député Vert et vice-président à l'Assemblée nationale, a donné à l'époque de cette première conférence NACRE, lors du premier parlement vert à Strasbourg tenu par les écologistes de l'Est et de l'Ouest. Cochet a appelé « à la formulation symbolique d'un nouveau mythe sur lequel pourrait se construire l'humanité. (...) Certains auteurs ont noté qu'on assistait au retour des valeurs religieuses à cause du manque de symbolisme dans les relations sociales. Il existe sans aucun doute une lacune politique, sociale et spirituelle que l'on peut combler par un nouveau mythe populaire capable de générer une identité collective et une cohésion sociale. L'écologie pourra-t-elle combler ce manque au niveau mondial ? »

---

## Une réponse œcuménique à la CNUED

---

Le sommet de Terre de Rio de 1992 a été également une étape importante dans la propagation du culte de la terre. En effet, en marge de la CNUED (Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement) 176 délégués des Eglises du monde entier se sont réunis à Rio pour réfléchir sur le thème : « A la recherche d'un ciel nouveau et d'une terre nouvelle : réponse œcuménique à la CNUED ». Il est sorti de ces réunions un certain nombre de documents émanant du Conseil œcuménique des églises (qui regroupe essentiellement des confessions protestantes et orthodoxes) dont les conclusions sont très brutales : la civilisation a pris un mauvais chemin au cours de la Renaissance. Il faudrait donc revenir à cette époque et supprimer définitivement l'idéal humaniste qu'elle a contribué à promouvoir.

Le Conseil considère — ce qui est correct — que la révolution scientifique et industrielle des cinq derniers siècles découle directement de la vision de l'homme propagée par la Renaissance : *Imago Viva Dei*, l'homme fait à l'image de Dieu, capable d'intervenir dans l'univers en le transformant par la technologie. C'est cette conception, selon le Conseil, qu'il faut détruire : « L'élaboration d'une théologie de la création centrée sur l'écologie demande que nous réexaminions quelques-uns des présupposés fondamentaux de l'anthropologie théologique. La conception hiérarchique de l'*Imago viva Dei*, qui place l'être humain loin au-dessus du reste de la création, doit être réinscrite dans une perspective plus relationnelle. (...) La doctrine du péché doit être réinterprétée de façon nouvelle dans le contexte de la crise écologique ».

Cette vision théologique a évidemment des conséquences pratiques. Le Conseil déclare que « la nature anthropocentrique traditionnelle de la théologie chrétienne a contribué à ce qu'une seule de ces espèces — l'espèce humaine — en détruit et en menace beaucoup d'autres ». La première des conséquences est donc le repentir : nous n'avons pas « entendu les cris des populations autochtones qui nous répètent depuis des siècles que la modernité souillera son nid et ira jusqu'à dévorer ses enfants. C'est pourquoi nous devons nous affliger et nous repentir. Nous avons offensé notre Dieu, « créateur du ciel et de la terre », nous avons blasphémé contre la vie. (...) Nous devons veiller à faire pénitence pour les péchés commis contre la nature et éprouver de la compas-

sion pour les êtres auxquels nous faisons mal». Il en découle naturellement une réduction de l'activité industrielle :

«Si l'on veut réduire le danger que constitue le réchauffement de la planète, il est impératif que les pays industrialisés changent radicalement de mode de vie, diminuent leur consommation d'énergie et réorientent sérieusement leur économie.»

Pour ne pas prendre ce genre de déclaration à la légère, rappelons que le Conseil œcuménique des Eglises représente la majorité des églises protestantes nord et sud-américaines. Il regroupe également les églises orthodoxes d'Orient et l'ensemble des églises protestantes d'Asie. Parmi ceux qui ont élaboré ce texte extrémiste, on trouve Herman Daly, représentant de la Banque mondiale. On trouve également une représentante du Patriarche de Moscou. Notons également que les quatre derniers présidents américains appartiennent à des confessions représentées au Conseil œcuménique.

### 3. L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir au gouvernement mondial

L'écroulement du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 ont été perçus comme une catastrophe par un certain nombre de cercles, notamment les héritiers de Russell, qui voyaient dans la menace atomique permanente découlant de l'affrontement Est-Ouest, la possibilité de forcer la création d'une institution supranationale globale. Ces milieux ont immédiatement cherché des « menaces de substitution » et sont rapidement tombés sur l'environnement.

En fait, l'environnement a été très tôt perçu comme un puissant moyen de mobiliser les institutions et de forcer les Etats-nations à se soumettre à une loi supérieure, celle de la planète. Le rapport *Halte à la croissance ?* cite ainsi un discours du secrétaire général de l'Onu, Ulrich Thant :

« Je ne voudrais pas dramatiser, mais la seule conclusion que je puisse tirer des informations en ma possession, c'est qu'il reste à peine dix ans aux nations membres de l'Onu pour oublier leurs anciennes querelles et s'associer pour mettre un terme à la course aux armements ; pour sauver l'environnement, pour freiner l'expansion démographique et pour donner l'impulsion nécessaire au développement des contrées les moins privilégiées.

« Si l'on ne parvient pas à un tel accord au cours de la prochaine décennie, j'ai bien peur que les problèmes que j'ai soulevés aient pris une telle ampleur qu'il sera devenu totalement impossible de les surmonter. »

Ce discours correspondait exactement aux thèses développées dans un rapport qui fit grand bruit aux Etats-Unis, lorsqu'il parut anonymement en 1967 : *Report from the Iron Mountain on the Possibility and the Desirability of Peace*. Ce texte se présentait comme le résultat du travail d'un groupe d'experts commandité par le gouvernement américain. Il provoqua un tel choc que la Maison Blanche dut démentir toute responsabilité dans sa création. En fait, il semble bien que ce groupe d'experts ait bien été commandité par l'administration Kennedy, sans doute à l'initiative de McGeorge Bundy et McNamara. C'est ce qu'affirme John Kenneth Galbraith, le célèbre économiste, qui fut lui-même invité à participer à ce groupe. Il écrit dans la préface de l'édition française du rapport :

« De même que je prends personnellement la responsabilité de l'authenticité de ce document, je puis témoigner en faveur de la justesse de ses conclusions. Mes réserves ne concernent que l'imprudence avec laquelle il a été mis à la disposition du public, qui n'était évidemment pas prêt à le comprendre. »

De fait, l'un des membres du groupe confia le manuscrit du rapport à Leonard Lewin pour qu'il le publie. Anatole Rappoport, du Tavistock Institute, témoigna également en faveur de l'authenticité de ce rapport, qui aurait été écrit entre 1963 et 1965. Le gouvernement américain souhaitait analyser la situation nouvelle qui découlait de la Guerre froide entre deux superpuissances atomiques. Tout affrontement étant exclu par la doctrine de destruction mutuelle assurée, on allait vers la paix perpétuelle, situation inédite pour l'humanité. En résumé, le rapport soutient que la guerre remplit des fonctions fondamentales dans la société : maintien de la cohésion sociale, fort contrôle gouvernemental sur l'économie, contrôle de la surpopulation, source de progrès scientifique et d'inspiration artistique, etc. La guerre étant devenue impossible, elle ne peut plus assumer ses fonctions sociales de façon crédible, il faut lui trouver un substitut. Le rapport examine de nombreuses possibilités, parmi lesquelles la menace écologique occupe une place de choix :

«Le modèle consistant à polluer le milieu ambiant [volontairement, pour obtenir une menace de substitut] ne paraît pas répondre suffisamment aux exigences d'un contrôle social immédiat, sauf s'il consistait en une accélération arbitraire des tendances actuelles à la pollution, ce qui, en revanche, poserait la question de savoir si de telles pratiques pourraient être acceptables politiquement. La question poserait une nouvelle attitude à l'égard de *la création d'ennemis fictifs* demanderait à être encore sérieusement étudiée. (...)

«La pollution totale du milieu pourrait remplacer la possibilité de destruction en masse par des engins nucléaires en tant que principale menace apparente exercée contre la survie de l'espèce. L'empoisonnement de l'air ainsi que des sources principales de nourriture et d'eau est déjà en bonne voie et, à première vue, pourrait apparaître comme prometteur, vu sous cet angle ; cet empoisonnement constitue une menace contre laquelle on ne peut se défendre qu'en utilisant à fond l'organisation sociale et le pouvoir politique. Mais selon ce qu'on en sait aujourd'hui [en 1967], il faudra encore attendre la vie d'une génération ou d'une génération et demie avant que la pollution du milieu ambiant, si grave qu'elle soit déjà, devienne suffisamment menaçante, à l'échelle mondiale, pour pouvoir offrir une base possible à une solution de ce genre.

«Il est vrai que le taux de pollution pourrait être accru de façon sélective à cette fin ; en fait, la simple modification des programmes actuellement appliqués pour éviter la pollution pourrait accélérer le processus dans une mesure suffisante pour rendre plus rapidement cette menace digne de foi. Mais le problème de la pollution a été si largement exposé au public au cours des dernières années qu'il semble désormais hautement improbable qu'un programme de pollution du milieu, délibérément entrepris, puisse être utilisé d'une manière acceptable à des fins politiques.

«Si invraisemblables que puissent paraître les ennemis de remplacement possibles dont nous venons de parler, il nous faut insister sur le fait qu'il en faudra trouver un, d'une ampleur et d'une crédibilité suffisantes, si l'on veut que la transition vers la paix aboutisse un jour sans désintégration sociale. Il est plus que probable, selon nous, *qu'une telle menace devra être imaginée, plutôt que créée*, à partir de situations inconnues.» (Leonard Lewin, *Report from the Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*, New York, the Dial Press, 1967. Traduit en français sous le titre *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris, 1967. C'est nous qui soulignons.)

Le rapport eut un effet détonant sur une société américaine. Même si de nombreux auteurs l'ont dénoncé comme une plaisanterie malsaine, ou on relevé ses approximations scientifiques (en économie et en sociologie), il a de toute façon provoqué un débat en profondeur, nourri d'un mélange de fascination et d'horreur qui peut s'expliquer ainsi : même s'il est évident que ses hypo-



thèses sont inhumaines et totalitaires, il ne l'est pas moins que celles-ci ont été acceptées par nos dirigeants et nos sociétés. Le « discours fort », révolutionnaire, sert aussi de justification intellectuelle au totalitarisme en préparation.

Comme le rapport *Halte à la croissance ?* qui le suivra, ce document doit être considéré comme une opération de manipulation psychologique à l'échelle planétaire (quoique son impact immédiat s'est surtout fait sentir aux Etats-Unis), un épisode majeur de la guerre psychologique et idéologique menée par les malthusiens pour transformer le paradigme des sociétés occidentales.

Les idées de la « Montagne de fer » (Iron Mountain) vont en effet prendre racine et aboutir, *in fine*, à la création d'une nouvelle menace globale, le réchauffement global. Problème transfrontalier, transversal et systémique, ce réchauffement global possédait toutes les qualités requises du point de vue des opposants à la société industrielle : en touchant aux émissions de carbone et de méthane, on touche au cœur de l'industrie et de l'agriculture modernes.

Par sa nature systémique, le problème du réchauffement global force la création d'institutions supranationales. Le totalitarisme se présente alors comme une nécessité logique parée d'une justification scientifique.

Le rapport que la Commission trilatérale (voir encadré p.46) fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, *Beyond Interdependence*, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. *Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples.* Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. *Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés.* » (C'est nous qui soulignons.)

Et Albert Gore, vice-Président américain, popularisera ce thème dans son livre *Earth in the Balance* (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

« De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte le *principe organisateur central de la civilisation mondiale.* (...) »

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

«[L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon.»

Et le Club de Rome, dans son rapport *Question de survie* (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

«A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples.»

---

## Des « modifications institutionnelles » pour sauver l'atmosphère

---

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélée le facteur le plus efficace en terme d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée «L'atmosphère menacée et menaçante» fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que «c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

«Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux».

Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un «club» qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

«L'important n'est pas vraiment de savoir si ces avenir énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie.»

Mais la Commission trilatérale, dans *Beyond Interdependence*, avertit qu'«il faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale.»

Et les hommes d'Etat n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

«Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère]. (Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'Etat, OMM, Genève, 1991.)

---

## Vers une dictature écologiste mondiale

---

Quels seront ces institutions nouvelles, supranationales, et comment opéreront-elles vis-à-vis des Etats-nations ? Le premier point est qu'elles ne seront pas démocratiques. La plupart des penseurs écologistes sont élitistes et se livrent à des critiques acerbes contre la démocratie et le peuple avachi. La souveraineté nationale et la légitimité démocratique des gouvernements sont généralement dépeintes comme des vestiges du passé qui empêchent les décisions rationnelles et efficaces et qui laissent la planète Terre sans défense face aux agressions écologiques de l'homme. Au mieux, elles sont inefficaces, comme l'affirme la Commission Brundtland :

«En outre, l'idée de souveraineté nationale a été radicalement modifiée du fait de l'interdépendance sur les plans économique, écologique et de la sécurité. Le patrimoine commun de l'humanité ne saurait être géré à partir d'un centre national, quel qu'il soit : un Etat seul ne saurait maîtriser des menaces contre des écosystèmes s'étendant à plusieurs pays. On ne peut pallier des menaces contre la sécurité de l'environnement que par une gestion commune et que par des procédures et des mécanismes multilatéraux.»

Plus loin, la Commission affirme, citant le ministre canadien de l'Environnement Tom McMillan, qu'il faut établir «entre les pays une coopération qui leur permette de surmonter la souveraineté».

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard, membre du groupe de Bilderberg et animateur de la «deuxième gauche» française fit ces déclarations fracassantes :

«Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales.

«Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés [à Rio]. (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le

niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Evidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires.»

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (*La crise de la démocratie*, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

«Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. (...) Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa «base»] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires.»

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans *Halte à la croissance ?* :

«A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'Etat n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs.»

Alexander King, fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir «plus de nationalité», il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

«[Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de "plusieurs gouvernements. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique" [citant Niger Calder, *Technopolis*, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales.»

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE, des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Comme exemple caractéristique, nous nous référons à l'annexe 4 où l'on